

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

LUNDI 24 MAI
N° 192 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

championnat de france
de rugby

**Agen bat
Béziers 13 / 10
et remporte
le titre**

A travers
les déclarations
de Giscard,
Mitterrand, Séguéy.

L'après- législa- tives en question

«J'ai été élu pour sept ans. Je resterai en fonction pendant ces sept ans. J'en prends personnellement la responsabilité». Par cette «petite phrase», Giscard ravive la discussion qui occupe les partis bourgeois depuis les cantonales, depuis qu'il apparaît que la «majorité» actuelle pourrait bien se retrouver minoritaire aux législatives de 1978. Que ferait-il devant une majorité «de gauche» à l'assemblée ? Qui choisirait-il comme premier ministre ? Quelle politique mènerait-il ?

A propos des déclarations de Giscard sur son septennat, Mitterrand a déclaré : «C'est peut-être des propos raisonnables, et en ce cas, tant mieux si ça signifie qu'il respecte la volonté populaire. Le président de la république a été élu pour sept ans, c'est la volonté populaire. L'assemblée est élue pour cinq ans, c'est également la volonté populaire. Le président devra être sage, respecter la parole donnée, et appliquer la volonté du peuple».

Le PS fait valoir des arguments «de bon sens»; le président de la République peut bien sûr dissoudre le parlement, mais plutôt que l'épreuve de force, ne vaut-il pas mieux chercher un compromis ?

Ce compromis, ce ne peut être que l'élargissement de la coalition gouvernementale au PS. Ce dernier, qui a le vent en poupe, compte bien profiter ainsi de sa position charnière. Et cela se ferait bien sûr aux dépens du parti révisionniste, qui ne trouverait pas sa place dans une telle coalition.

suite p.6

LIBAN : DEUX RÉGIMENTS FRANÇAIS EN ALERTE

GISCARD MENACE EN VAIN



«L'armée est prête à exécuter toute mission qui lui sera confiée par le président de la République». (Yvon Bourges).

Samedi, Giscard annonce aux Etats-Unis que la France pourrait envoyer des régiments de la force d'intervention au Liban pour aider au maintien du cessez-le-feu et pour combattre s'il le faut. Pour cela, il faut que le président Sarkis le demande, avec le consensus des pays concernés. Mais l'impérialisme français a encore échoué : Joumbhatt, Karamé, la Syrie, l'Irak et la Lybie ont repoussé cette «offre». Seules les forces réactionnaires ont dû s'en réjouir.

Les forces d'intervention ne sont que des trou-

pes coloniales utilisées par l'impérialisme français en Afrique et dans la Méditerranée. Composées de 21000 hommes, elles sont stationnées à Rennes (7000), et à Pau (14000). Depuis trois semaines, le gouvernement français prépare ces troupes pour une éventuelle intervention au Liban. Il pense envoyer 2 à 3000 hommes, suivant la demande et la possibilité.

Cette intervention vise à aider les forces réactionnaires qui ont de plus en plus de difficultés à se maintenir.

Ces forces poussées par les américains ne peuvent plus résister à moins d'une intervention étrangère. C'est le rôle que la France essaie de jouer au Liban. Le gouvernement français, sous le prétexte que des liens traditionnels unissent le Liban à la France, sort de nouveau son casque colonial.

Mais il est forcé de le ranger à nouveau, bien que les Etats-Unis aient approuvé sa proposition. En s'attendant à un consensus des forces en présence, l'impérialisme français a montré sa faiblesse.

suite p.7

Sallaumines (Pas de Calais) 3 000 MINEURS EN LUTTE

- contre le lock out
- pour la défense du droit de grève

Depuis le 13 mai, les mineurs de la Fosse 5 de Sallaumines sont en grève. Aujourd'hui, ils sont plus de trois mille. Leur revendication est la défense du droit de grève, la suppression du lock-out, salaire minimum de 3 000 F pour ceux qui sont à la tâche, amélioration des conditions de travail...

En effet, depuis le 13 mai, suite à une grève d'une heure, la direction des Houillères a décidé le lock-out. C'est le droit de grève qu'entend remettre en cause la direction, c'est

ce droit qu'entendent défendre les mineurs.

Samedi 22 mai, au matin, avait lieu, salle de l'Épinette à Sallaumines, une réunion à l'appel des délégués mineurs pour faire le point sur les discussions avec la direction et discuter de la poursuite de la grève. Plus de cinq cents mineurs, français et immigrés, étaient présents. Certains avaient fait trente à quarante kilomètres pour assister à cette réunion.

suite p.4



Pollution

**Ouvriers et
paysans de
Maurienne
contre
Péchiney
Ugine
Kuhlmann**

VOIR P.5

Procès Siméoni

**INTERVIEW DES
CO-INCULPÉS
«Nous ferons
éclater la vérité»**

voir p.6

SOMMAIRE :

- Notre enquête sur le logement : A quelle enseigne sommes-nous logés? -P2-
- Poniowski : un aveu et des menaces -P3-
- Interview de mineurs de la fosse 5 de Sallaumines -P4-
- Giscard aux USA : «Leur liberté n'est pas la nôtre» -P8-
- La CFDT depuis les «Assises» du PS (74-76) -P9-
- La Tribune du 2^e Congrès du PCRml -P10-

ENQUÊTE

A QUELLE ENSEIGNE SOMMES-NOUS LOGES ! -9-

A VAULX EN VELIN, L'URBANISME «DEMOCRATIQUE» DU PCF! - 2 - DES «ASSOCIATIONS» CONTRE LES INITIATIVES DES LOCATAIRES

A la ZUP, le PCF s'oppose aux travailleurs qui veulent prendre leurs affaires en mains, en mettant en place dans les groupes d'immeubles des associations dont le véritable but est d'étouffer toute initiative.

«Même si un geste de bonne volonté a été fait dans la conception de la ZUP, il reste qu'au point de vue qualité des bâtiments, sécurité, c'est loin d'être au service des habitants. L'an dernier, c'est à dire 3 ans après la construction, on comptait à la ZUP plus de 100 logements moisés. Et quand on dit moisés ! La mousse sur les murs ! Des pièces inhabitables, l'eau rentrant par les fentes des murs de béton. Ce n'est pas les problèmes qui manquent.

CONTRE LES ASSEMBLÉES DE LOCATAIRES

Il y a 2 ans, nous avons engagé la lutte contre l'augmentation du prix du chauffage. Beaucoup de gens étaient mobilisés, le mécontentement était grand. Une assemblée générale des locataires s'est réunie, des décisions ont

été prises, un plan adopté. Aussitôt, au niveau de la ZUP, sans consultation aucune des locataires, est mis en place par la mairie, un «collectif chauffage». Qui retrouve-t-on dans le collectif ? Des gens de la mairie et quelques responsables de «l'Union des femmes françaises», de l'amicale laïque, des parents d'élèves... Que décide ce collectif ? Sans tenir compte de ce qui a pu être voté dans les assemblées de locataires, ce collectif prend des décisions contrairement à celles votées dans ces assemblées de quartier qui, elles, regroupent vraiment les locataires.

Ainsi, sur le quartier des Noirettes, l'assemblée avait décidé de ne pas payer un mois de chauffage. Le «collectif», hostile à cette action prétendait se contenter de rencontres avec les promoteurs, et dans les réunions de locataires, il ne parlait que des réclamations faites par la CNL (Confédération Nationale des Locataires) auprès du gouvernement et il invitait à acheter la carte de la CNL. Lorsque nous avons tiré le tract de l'assemblée de

quartier pour ne pas payer le chauffage, le PCF a diffusé son propre tract, au nom du «collectif», semant ainsi la confusion et gênant ainsi l'action de masse sur le quartier.

LES COQUILLE VIDES

Des «amicales» de locataires mises en place par la municipalité dès le début de la ZUP et qui ne se sont pas réunies depuis bientôt 2 ans, sont conservées en sommeil avec leur bureau élu lors des premières assemblées. Elles sont ainsi prêtes à «encadrer», c'est à dire comme pour le chauffage, faire obstacle à toute mobilisation des habitants. Un gars de la municipalité qui était à l'amicale d'un groupe d'immeubles depuis 3 ans et qui n'y met plus les pieds depuis longtemps, vient d'assister à une réunion de l'APACS («Association pour l'animation culturelle et sociale») où il a représenté officiellement l'amicale des locataires avec droit de vote, sans que les habitants du quartier ne soient même au courant de cette réunion.

Et le logement, ce n'est



A Vaulx-en-Velin, une femme a le temps de vivre mieux.

Et les moyens aussi. Voyez l'accession à la propriété.



qu'un point. Pour les parents d'élèves, c'est la même chose que pour les amicales de locataires. A la suite d'une intoxication alimentaire à la cantine de l'école, des parents se réunissent pour enquêter et mener une action, pour dénoncer le règlement intérieur d'une école, jugé trop répressif, des parents d'élèves tiennent une assemblée, aussitôt la mairie met le holà, le maire intervient en personne : «Un comité de parents

d'élèves existe, vous devez vous en remettre à lui».

Des femmes qui se rassemblent pour organiser des garderies, des bourses aux vêtements, une information sur la contraception, aussitôt les éducatrices qui y prélaient leur concours se voient rappelées à l'ordre : «Vous devez travailler avec les organisations responsables».

La directrice de la crèche municipale qui était stagiaire depuis un an, se voit convoquée par le maire qui la congédie, sous prétexte de mauvaise gestion, alors qu'elle était appréciée des parents pour son travail et ses efforts en vue de développer la prise en charge collective des problèmes de gardes d'enfants, pour associer les parents à la discussion là-dessus. 26 familles ont déjà signé une lettre défendant la directrice et qui pose ouvertement la question : com-

ment cela se passerait-il si le PCF était au gouvernement ?

Au début, les locaux collectifs étaient beaucoup plus facilement disponibles. Mais les initiatives d'animateurs progressistes qui veulent organiser avec les enfants, une animation au pied des immeubles, se heurtent à l'opposition de la municipalité : «Passez par les associations responsables».

En un mot, tout ce qui se fait en dehors des organisations mises en place par la mairie, tout ce qui est initiative de masse, voulant rompre avec le cloisonnement qui nous isole entre travailleurs, risque d'être contrôlé et saboté par ceux qui vantent les «lieux de rencontre» de la ZUP.

Une mère de famille, membre d'une association de locataires

LES LIMITES D'UN URBANISME QUI SE VEUT DIFFÉRENT

«Certains de nous ont habité la ZUP des Minguettes à Vénissieux. A la ZUP de Vaulx en Velin, on n'éprouve pas du tout cette même impression sinistre d'étouffement qu'on ressentait à Vénissieux. C'est vrai qu'à Vaulx, dans la conception même de la ZUP, il y a des aspects positifs.

LE QUARTIER DES NOIRETTES

Ces aspects sont plus apparents dans un quartier comme «les Noirettes», par exemple, où une certaine vie est possible, avec le fait qu'on y fréquente le même petit marché, le même boulanger, les mêmes docteur et pharmacien, le fait qu'on prend obligatoirement tous les jours les mêmes allées piétonnières, pour accompagner les enfants à l'école, tout ça effectivement peut aider à se rencontrer, se connaître, ça rappelle par certains côtés la vie d'un village, il y a des jeux de boules, parfois on goûte sur l'herbe.

Ce qui existe aux Noirettes, n'existe pas encore, loin de là, dans toute la ZUP. Dans plusieurs quartiers, c'est encore les terrains vagues, les commerces éloignés les services publics au bout du monde.



IL FAUT AVOIR LE TEMPS...

Mais, là où c'est bien aménagé, pour en profiter, il faut avoir le temps. Actuellement, pour celui qui travaille, c'est la plupart du temps très difficile : quand on rentre le soir, on est crevé et lorsque le travail est éloigné, on n'a pas beaucoup l'occasion d'être sur place. Les slogans publicitaires de la mairie sur la ZUP de Vaulx, c'est du genre «Vaulx la grande île... le temps de vivre», «A Vaulx en Velin, une femme a le temps de vivre mieux», etc... Sans doute, pour certaines femmes, c'est possible mais, c'est bien loin d'être général.

Non seulement beaucoup essayent de travailler pour pouvoir boucler le budget mais, celles dont le mari travaille en usine, en équipe,

et qui doivent s'occuper de toute la famille, ne chôment pas chez elles, avec des horaires qui sont fonction de ceux du mari, pour préparer les repas, etc...

CEUX QUI N'ONT PAS TROP DE SOUCIS

En fait, c'est surtout des petits bourgeois qui n'ont pas trop de soucis qui sont concernés par ce type de propagande de la municipalité et qui sont encouragés à l'accession à la propriété. Car dans cette ZUP présentée comme modèle, où viennent en visite des délégations du ministère de l'équipement, etc..., les couches sociales sont bien délimitées par quartier, avec, au-delà du quartier de ceux qui achètent leur logement, le quartier des HLM ou le quartier des

programmes à loyer réduit (PLR), etc...

DÈS QU'UNE INITIATIVE EST PRISE...

De toutes façons, ce n'est pas les allées piétonnières qui vont suffire à changer les rapports entre les gens.

Par contre, débattre ensemble des problèmes de loyers, de crèche, d'école, etc..., et lutter ensemble nous permet d'établir des rapports plus solidaires, de rompre avec cet isolement qu'on ressent, même entre familles ouvrières.

Or, c'est justement là-contre que la municipalité de Vaulx qui vante ses «allées piétonnières», ses «lieux de rencontre» intervient. Dès qu'une initiative est prise par les habitants aussitôt le PCF intervient pour empêcher toute expression démocratique des travailleurs de la ZUP. Sous prétexte d'apporter leur concours, les gars de la mairie, font tout pour remplacer par exemple les assemblées générales de locataires par des réunions en «petits comités» avec un bureau qui décide de tout, sans même consulter les gens concernés, et qui incite finalement à rester chacun chez soi.

Un groupe de travailleurs de la ZUP

GRAND VIRE : DES JOURNÉES DE 14 HEURES POUR LES OUVRIERS : LE MAIRE PCF REMERCIE !

La municipalité a décidé avec les responsables de la société d'équipement de la région lyonnaise (la SERL), de créer le Grand Vire, futur centre ville de la localité. Situé au centre géographique de la commune, le Grand Vire, doit, comme la Part-Dieu à Lyon, regrouper tous les équipements administratifs, culturels et abriter un centre commercial. Ce dernier a été inauguré par la municipalité le 24 mars, à grand renfort de publicité : prospectus, affiches, tombola. Le maire, Many, a tenu à remercier les ouvriers du chantier pour leur rapidité !

Un employé d'un cabinet d'étude qui a suivi le chantier nous explique : «Au départ, le chantier était prévu en 16 mois, en fait il a été réalisé en 9 mois et 3 semaines. 6 mois pendant lesquels il n'y aura pas de révision de prix, 6 mois de loyers payés plus tôt, ça représente un bénéfice de 5 à 600 millions pour la municipalité.

Q. : A quel prix pour les ouvriers du chantier ?
R. : Au delà d'un certain nombre, gonfler les équipes, ce n'est pas rentable. Ce qui a été décidé, c'est donc un surcroît de travail et en fin de compte, des heures de travail supplémentaires, travail du dimanche et travail de nuit, dépassement déguisé des heures légales : journées de 13 à 14 heures. Pour cela, ils ont choisi des entreprises qui présentaient des garanties pour tenir le coup : l'Avenir, Maia Saunier et Pitance. Après le chantier, des licenciements à tour de bras ! Et maintenant, c'est reparti exactement pareil pour la construction de l'hôtel de ville.

POLITIQUE

MENACÉ DE 5 ANS DE PRISON

POUR AVOIR EXPRIMER SA SOLIDARITÉ ET ÊTRE POUR LA GRATUITÉ DES TRANSPORTS EN COMMUN POUR LES TRAVAILLEURS

Le mercredi 15 octobre 75 à 15 heures, à la station de métro Opéra, un attroupement d'une quarantaine de personnes. On parle fort. Que se passe-t-il ? Deux travailleurs immigrés sont accusés par les agents de la RATP d'avoir franchi les tourniquets automatiques sans y avoir introduit de ticket. Un agent de police, porteur d'un sac de sport et qui n'était donc visiblement pas en service, intervient pour faire poids de son autorité, malgré les protestations d'un des immigrés accusés, brandissant une carte orange. Qu'à cela ne tienne, on l'empêche de s'expliquer. Il doit payer l'amende ou bien aller au commissariat.

L'énormité d'une telle mesure pourrait prêter à rire si l'on ne connaissait les risques d'expulsion et de fichage qu'elle comporte pour un immigré. Aussi, un voyageur, employé de bureau et militant CFDT décide-t-il d'intervenir pour apporter sa solidarité envers les deux camarades immigrés et faire en sorte que l'affaire soit réalisée sur place publique... Le camarade dira qu'il est pour :

- la gratuité des transports en commun pour les travailleurs et immigrés déjà surexploités. Et plus encore, pour les chômeurs surtout en cette période où le chômage touche un million deux cent mille personnes.

Et il ajoutera : - Il est scandaleux de demander aux chômeurs de payer les transports alors qu'ils les prennent pour rechercher du travail ou aller pointer.

Cette prise de position lui vaudra de devenir l'objet de la répression conjointe de la RATP et de la police. Après les menaces verbales, les représentants de la RATP passent

aux actes et décident de demander l'intervention d'un car de police. L'attroupement grossit. Les discussions vont bon train. Les travailleurs immigrés parviennent à s'en aller. Un car arrive avec



dix agents de police. Une secrétaire au chômage et une journaliste du « Monde » décident de se porter témoin de l'atteinte manifeste à la liberté d'expression et de circulation que représentent ces mesures, et d'accompagner le camarade au poste...

Le 12 mai 76, soit sept mois plus tard, un huissier vient amener au domicile de Philippe Bernardet est menacé de 5 ans de prison pour avoir osé s'informer, avoir manifesté sa solidarité envers des travailleurs réprimés et avoir pris position pour la gratuité des transports en commun.

les, gestes ou menaces un gardien de la paix, agent de la force publique dans l'exercice de ses fonctions...».

Comme les deux syndicalistes traduites en correctionnelle le 17 mai 76 pour «outrage à agent» alors qu'elles apportaient leur soutien aux employés d'Inno-Montparnasse en grève, Philippe Bernardet est menacé de 5 ans de prison pour avoir osé s'informer, avoir manifesté sa solidarité envers des travailleurs réprimés et avoir pris position pour la gratuité des transports en commun.

Pour protester contre cette atteinte aux libertés de revendications.

Pour apporter votre soutien aux camarades accusés.

Pour exiger la gratuité des transports pour les travailleurs.

Tous à la 24^e chambre du tribunal de grande instance de Paris, le samedi 29 mai à 9 h, pour faire reculer la bourgeoisie sur les restrictions qu'elle tente d'apporter à nos libertés acquises dans la lutte.

(Extrait de la pétition)

Envoyez vos témoignages de solidarité à :
A.P.L.P. (Ph. BERNARDET)
B.P. 60 - 75721 Paris Cedex

PONIATOWSKI : UN AVEU ET DES MENACES

Attaquant, devant le club giscardien « Perspectives et Réalités », les occupations d'usines, les séquestrations de patrons, les piquets de grève, Poniatowski a fait l'aveu de ce qu'il entend par «sécurité des Français» : «La brutalité organisée de certains conflits professionnels et l'attitude de certains fonctionnaires qui font passer la politique avant la loi constituent des causes nouvelles d'insécurité». La sécurité des Français, c'est bien pour Poniatowski la sécurité du pouvoir bourgeois.

Cela, les travailleurs en lutte, habitués à voir les bandes armées en uniformes noirs le savaient déjà à leur dépend ; l'intervention policière à Caron Ozanne n'en est que l'exemple le plus récent.

Mais que les prises de position de fonctionnaires dénonçant l'injustice légalisée «constitue une cause d'insécurité», voilà pour ces fonctionnaires une menace qui dépasse les appels déjà hystériques et répétés à «l'obligation de réserve» que proféraient tour à tour Giscard et ses ministres.

Venant après les sanctions contre le juge Pascal, contre les juges qui avaient osé considérer que des patrons étaient responsables des accidents dans leur usine, venant après l'affaire Ceccaldi, cette menace montre que le pouvoir est prêt à tout pour préserver et accroître la cohérence et l'efficacité

de son appareil répressif.

Qu'un juge dénonce «l'insécurité» quotidienne des travailleurs à l'usine, où les dessous peu ragoutants de la politique bourgeoise, c'est plus qu'il n'en peut supporter.

L'hystérie de ces menaces contre les fonctionnaires ne doit pas être prise à la légère, comme une simple manœuvre préélectorale contre le PS. Elle fait penser à la «chasse aux sorcières» pratiquée dans l'administration d'Allemagne Fédérale par le «social-démocrate» Schmidt, modèle avoué de Giscard pour sa société «libérale avancée». Tout cela est à rapprocher d'une déclaration récente de Ponia : «La police possède de nombreux renseignements. Mais parce que nous sommes respectueux de la loi et des libertés démocratiques, nous ne pouvons pas toujours les exploiter. Notre action s'en trouve freinée. Il serait nécessaire de nous donner les moyens d'une riposte rapide». Les choses sont claires : Poniatowski ne cache plus qu'il est prêt à restreindre les droits démocratiques pour accroître l'efficacité de la répression.

Paul GAUVIN

● LA CGT POLICE VEUT PLUS D'EFFECTIFS !

La fédération CGT de la police vient de tenir son Congrès à Valence. Elle a réclamé «encore plus d'effectifs pour lutter réellement contre la criminalité» : «des quartiers entiers de grandes villes ou de cités nouvelles restent sans surveillance par manque de locaux et d'effectifs». Elle critique les «opérations coups de poing» parce qu'elles représentent «un véritable gâchis dans l'emploi du personnel», etc... La CGT Police défend la conception d'une «démocratisation de la police» prônée par le programme commun. Gauche et droite s'entendent donc sur la nécessité de quadriller la France.

FAUSSE PLAINTÉ DE VOL !

Un PDG de supermarché a été écroué hier pour fausse plainte de vol. Il avait obligé le gérant d'un magasin à déclarer un faux vol d'un million ! Encore une atteinte à la sécurité, peut être !

Colloque du Syndicat de la Magistrature

LE LIBÉRALISME POLICIER EN ACCUSATION

Sur le thème «la sécurité contre les libertés», un colloque s'est tenu à Paris, samedi. Organisé par le Syndicat de la Magistrature, il avait lieu au moment où certains magistrats sont l'objet de répression, pour cause de non-servilité vis-à-vis du pouvoir. De nombreuses organisations syndicales participaient aux travaux : CFDT et CGT de la Fonction Publique, CFDT Police, Mouvement d'Action Judiciaire, Union des syndicats de journalistes, ainsi que des représentants venus de l'étranger : Italie, Allemagne et Portugal.

Une constante parcourait toutes les interventions : la mise à nu de l'utilisation actuelle, par la bourgeoisie, du thème de la «sécurité des Français», pour mettre les libertés en coupe réglée et pour quadriller la France.

Dans les organisations syndicales présentes, la conscience est maintenant nette de la méthode Poniatowski. Un représentant du MAJ devait analyser comme un «saut qualitatif» le passage du thème du «complot international» (sous Marcellin) au thème actuel de la sécurité. En effet, là où la thèse du complot international a échoué, l'utilisation par la bourgeoisie du sentiment général d'insécurité dans le pays a pu se révéler efficace, du moins dans un premier temps, pour trouver une es-

pèce de «consensus», par dessus les classes.

Clé de la propagation de la campagne sur la criminalité et l'insécurité, la presse a été un moment sur la sellette au cours de ce colloque. C'est ainsi qu'un éditorial du torchon d'Amaury, «France-Picardie», publié à Amiens, sous la garde permanente des CRS, réclamait l'arrestation de 30 000 personnes, l'installation de camps de concentration, etc... Pourtant, malgré une allusion rapide à la soumission de la presse, le problème de fond à ce sujet, ne fut pas abordé : le rôle du capitalisme dans la

Le Syndicat de la Magistrature devait ensuite analyser longuement les projets de

lois que le conseil des ministres a adopté récemment : sur l'association de malfaiteurs, le port d'armes, la fouille des véhicules, et les dispositions concernant le régime pénitentiaire. Sur tous ces projets, comme sur la question des contrôles d'identité, la démonstration fut claire : tous les nouveaux textes peuvent être utilisés contre les travailleurs, les syndicalistes, les révolutionnaires. Ainsi, par exemple, un manifestant trouvé avec un couteau «opinel» dans la poche, dans une manifestation, pour peu qu'il ait été condamné à une peine légère de prison avec sursis pour chèque sans provision, peut se voir automatiquement infliger dix ans de prison.

Progressivement, avec l'analyse des textes et la dénonciation de l'utilisation de la justice ou de la police contre les luttes, la voie suivie par la bourgeoisie était bien montrée, elle s'inscrit dans le sillage des lois italiennes et allemandes expliquées par les invités étrangers présents à ce colloque. Mais finalement,

la question de la défense des libertés n'a pu être réellement clarifiée : les défenseurs du programme commun, brandissaient, comme à l'accoutumée la «démocratisation» de l'État comme une amulette magique. Mais ils n'ont pas insisté sur la fait que ce programme lui-même comporte des interdictions déjà prévues des organisations révolutionnaires. D'autre part, l'examen de la pratique concrète des organisations politiques «de gauche» en matière de défense des libertés n'a pas été faite. Elles ont pourtant à répondre de la défense sélective des libertés, quand ce n'est pas de leur attaque : dans les luttes, comme à Bourgogne-Électronique, par exemple, dans les syndicats, où PS et PC se font chasseurs de sorcières contre les révolutionnaires.

Cette réunion, qui a clairement dénoncé les menaces bien matérielles du régime qui devient de plus en plus policier, n'a donc pu toutefois dégager, clairement, une perspective de lutte révolutionnaire pour les libertés.

● APRÈS LA SAISIE DE LA BANDE DE BILSKI

Le journal «Libération» proteste : «Cette saisie est un acte particulièrement grave, cela signifie qu'à tout moment le matériel d'enquête utilisé par un journaliste peut être saisi et devenir ainsi une pièce dans le dossier d'instruction, un élément dans une démonstration policière». Cette nouvelle atteinte à la liberté de presse montre la volonté du pouvoir de faire de la presse un auxiliaire de la police.

● POISSONS MORTS DANS LA SEINE

De nombreux rivières de la Seine ont pu voir des milliers de poissons morts charriés par le fleuve. La télévision a tenté d'expliquer que «la chaleur est responsable». Sur la possibilité de déversements industriels toxiques supplémentaires dans ce fleuve déjà très pollué, elle n'a pas dit un mot !

CCFOT

LUTTES OUVRIÈRES

« CE QUE VEUT LA DIRECTION, C'EST SUPPRIMER NOS DROITS DE GRÈVE ET D'ORGANISATION »

Suite de la une

« Tu sais comment ça s'est passé hier ? » « Oui, ils n'ont rien lâché, on est toujours au même point. Maintenant, il ne faut plus lâcher. Après les interventions de la CGT expliquant que la direction avait opposé un refus systématique à toutes les revendications et qu'il était nécessaire de continuer la lutte contre cette atteinte au droit de grève qu'est le lock-out, un délégué va faire procéder au vote. Un mineur se lève : « Camarades, ne demandez pas d'abord qui est pour la reprise, mais qui est pour continuer la grève ». C'est ce qui est fait et la poursuite de la grève est votée à l'unanimité. La salle applaudit et un cri fuse : « On continue, oui, et jusqu'au bout ! »

Ce matin, lundi, c'est donc la grève qui sera proposée à tous les mineurs de l'unité de production de Courrières.

Des manifestations partiront à partir de 14 H, des fosses 4-5, 5-13 et 3-16 pour se rejoindre au carrefour de Sallaumines, et aller en cortège à la sous-préfecture de Lens. Mais si la combativité est très grande, beaucoup de mineurs se posent des questions : « On en a déjà vu lors des autres grèves qui rasaient les murs des corons pour aller travailler. » « Pourquoi ne pas avoir continué l'occupation et la fermeture des grilles ? » Rien

n'est sûr non plus quant à l'extension du mouvement sur le bassin et sur la poursuite de la grève après les élections de mardi. « Est-ce que les élections ne vont pas casser le mouvement ? » « Ne va-t-on pas les reporter à plus tard ? » Autant de questions qui ne pourront être résolues que par une mobilisation importante des mineurs et le renforcement des piquets de grève de ce matin.

Corres. Sallaumines

INTERVIEW DE MINEURS DE LA FOSSE 5 DE SALLAUMINES

Quotidien du Peuple : Aujourd'hui, plus de 3000 mineurs sont en grève sur l'unité de production de Courrières. Pouvez-vous nous dire comment s'est déclenché le mouvement ?

Henri : Tout a commencé par des diffusions de tracts le 6 et le 12 mai, des syndicats CGT et CFDT appelant à une heure de grève lors de la journée d'action du 13 mai.

Emile : Le 13 mai, au

dé l'occupation de la fosse, et après avoir fait vider tous les bureaux, nous avons fermé les grilles et occupé.

QdP : Comment s'est déroulé l'occupation et l'extension de la grève ?

Emile : le 13 mai, tout le monde est resté sur le carreau de la fosse, derrière les grilles fermées. Jusqu'à mercredi dernier, la grève était votée tous les matins à la majorité de

nous à faire venir des gars de loin tous les matins à 5 heures. Jeudi, on a eu la visite d'un huissier accompagné de flics en civil qui venaient pour faire ouvrir les grilles au nom de la « liberté du travail ». Depuis jeudi, tout le matériel peut rentrer, les bureaux travaillent à nouveau mais la grève est toujours suivie à 100% et malgré les tentatives de la direction et des syndicats jaunes CFTC et FO de faire reprendre le travail.

QdP : Quelles sont les revendications de cette grève ?

Emile : nous luttons pour la défense du droit de grève, la suppression de tout lock-out, le paiement du lock-out du 13 mai, le paiement des journées de grève, l'amélioration des conditions de travail, le rattrapage des salaires sur les autres bassins miniers (différence de 20%), une augmentation uniforme de 200F, un salaire minimum de 3000F, pour ceux qui sont à la tâche.

QdP : Après la provocation par le lock-out, comment agit la direction ?

Henri : la direction des Houillères a durci sa position. Lors de la rencontre qui a lieu vendredi matin, elle n'a voulu céder sur rien.

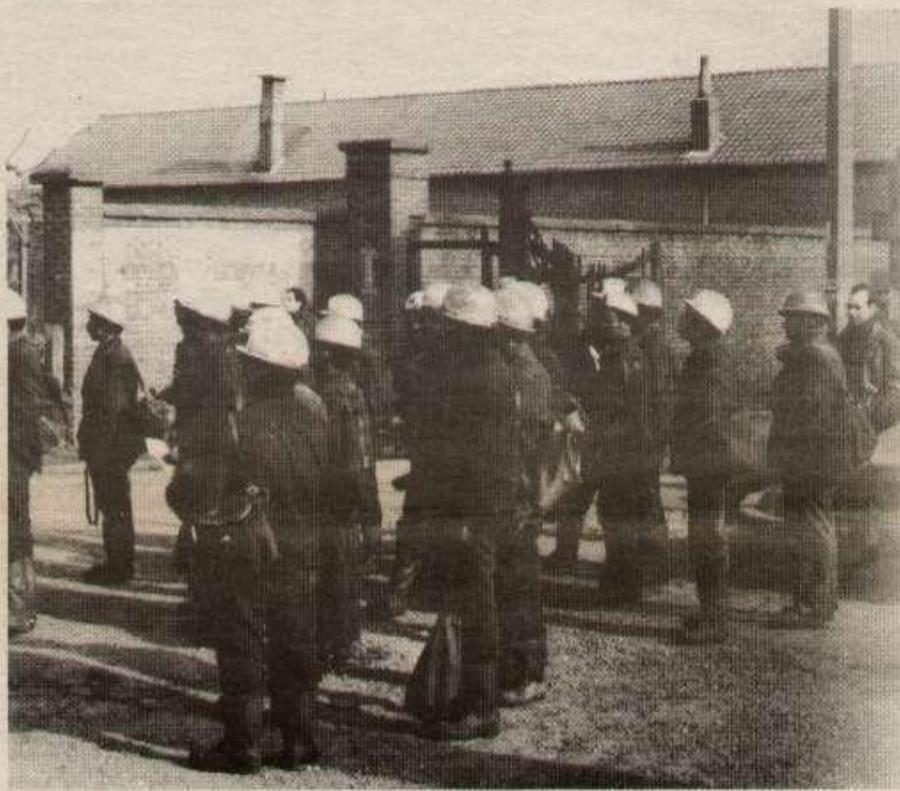
Emile : Elle prétend que les syndicats n'avaient pas donné de préavis et puisque la grève avait lieu au jour, c'était elle qui était responsable de la sécurité des mineurs. En réalité, ce que veut la direction, c'est nous imposer son diktat et

nous dire comment et quand nous devons faire grève. Ce qu'elle veut, c'est nous supprimer nos droits de grève et d'organisation. Elle veut aussi mettre nos syndicats CGT et CFDT en difficulté pour les élections de délégués qui ont lieu mardi 25 mai. Elle espère ainsi renforcer les syndicats jaunes CFT, CFTC et FO qui non contents de ne pas participer à la grève la combattent et ne daignent pas se déran-ger pour défendre les revendications des mineurs face à la direction.

QdP : Comment pensez-vous que va se poursuivre le mouvement ?

Henri : Pour savoir ça, il faut déjà voir ce qui va se passer lundi. Certainement que personne ne travaillera. Le problème, ce sont les élections de mardi. Il faut attendre qu'elles soient faites pour voir comment va continuer le mouvement. Si les élections marquent un renforcement des syndicats ouvriers CGT et CFDT, un recul des syndicats CFTC et FO, c'est une condition importante qui existera pour la victoire.

Emile : Pour obtenir quelque chose, ce qu'il faut faire, c'est étendre la grève. Si les autres mineurs ne suivent pas, on risque d'être K.O. d'avance. On a déjà parlé d'aller aux autres fosses mais pour cela, il faut commencer par augmenter notre piquet de grève. Vendredi, lors des « négociations » la direction a décidé de nous interdire de faire grève. Ça on ne peut l'accepter.



CFTC et FO aux côtés des Houillères contre les mineurs

Alors que les Houillères ont empêché les mineurs de travailler, la CFTC et FO accusent les mineurs de ne pas respecter la liberté du travail en occupant leur fosse. Lors de la discussion syndicats-direction des Houillères, vendredi dernier, à laquelle ils n'ont pas jugé bon de se présenter, ils ont trouvé un digne représentant pour les excuser auprès des autres syndicats, en la personne de M. Hecquet... il faut oser le faire ! Ces syndicats suivis par très peu de leurs adhérents, se permettent comme la CFTC de distribuer des tracts accusant la section CGT de « dicateur des ouvriers ». Ce qu'il faut savoir, c'est que ces si courageux messieurs n'ont pas essayé de distribuer leurs tracts aux grévistes, ils se sont contentés de les mettre en cachette dans les bureaux !

Ces gens ont beau crier leur haine en injuriant de loin le piquet de grève, c'est en se faisant siffler par les mineurs, qu'ils ont essayé de faire voter la reprise à la fosse 3-16.

Malgré toutes ses tentatives, la direction n'a pas réussi à briser la solidarité entre les mineurs maghrébins et les autres mineurs. Pourtant elle a essayé par tous les moyens. Elle a d'abord envoyé les élèves porions dire aux Marocains que les mineurs français ne perdraient pas d'argent dans cette grève car ils seraient payés, mais, eux, non... La direction a aussi envoyé des interprètes pour leur dire que certaines failles marchaient et que le charbon sortait, presque que la grève était terminée.

Si les mineurs immigrés, pour la plupart Marocains, participaient au piquet de grève, il y en a toujours qui se relaient aux abords de la fosse pour discuter avec leurs camarades français. Des mineurs français vont aussi discuter avec eux dans leur camp. A la réunion de samedi, ils étaient là en gros nombre, montrant bien que pour eux aussi, il faut continuer la grève jusqu'au bout.

1^{er} poste, il y a une assemblée générale, et après la prise de parole du délégué mineur, la grève de une heure a été votée à mains levées à l'unanimité. Après 25 minutes de grève, nous avons appris que tous les agents de maîtrise étaient descendus. Tous les mineurs ont alors été prendre leur lampe, et nous avons été voir le directeur du personnel, qui nous a appris notre lock-out de la journée, bien que tout le monde demande de descendre. Nous avons tous attendu jusqu'à huit heures pour aller travailler et face au refus de la direction qui maintenait le lock-out, nous avons déci-

l'ensemble des mineurs qui venaient tous les matins même de loin en voiture pour voter la grève. Les grilles étaient fermées toute la journée. Aucun matériel ne pouvait rentrer à l'exception du matériel et des équipes de sécurité qui étaient seules à dévaler. Le lundi 17 mai, c'est toute l'unité de production qui a fait grève pour soutenir le 5 de Sallaumines. Le 3, a continué la grève sur nos revendications. Ce sont plus de 3000 mineurs qui sont en grève depuis une semaine.

Henri : Mercredi dernier, on a voté la grève jusqu'au lundi 24 mai, car on ne pouvait pas conti-

SOUTIEN A BOURGOGNE-ÉLECTRONIQUE

Nous, cheminots de la région Chasse-Sibelin, nous élevons contre les « demandes d'explication » et les torpilles pour fait de grève qui sont une atteinte au droit de grève. Nous nous élevons contre la répression qui s'abat sur nous chaque jour par les sanctions, les brimades... tout cela dans le but d'entretenir un climat de crainte, d'empêcher toute lutte pour défendre nos droits, en fait, pour augmenter notre exploitation.

Les ouvrières et ouvriers de Bourgogne Electronique (Dijon) se trouvent eux aussi frappés par la répression, d'une manière plus dure : licenciements de 23 d'entre eux à la suite d'une grève de 5 semaines. Ils ont décidé d'engager la lutte contre ces licenciements.

• Les travailleurs de l'entreprise St-Gobain Isover (laine de verre) sont en lutte avec occupation depuis le 20 avril. Ce qu'ils réclament les travailleurs : l'augmentation de leur salaire, la révision des classifications, le respect des libertés syndicales.

• Les travailleurs de l'AFO, Ateliers Français de l'Ouest, sont en lutte. Ils sont menacés de chômage. Vendredi 21 mai, ils ont empêché l'appareillage de deux pétroliers géants. Ils ont installé des piquets de grève à l'intérieur des deux navires. Les travailleurs en sont à leur troisième semaine de lutte.

Métallos en grève à La Rochelle

Les métallos en grève de la Rochelle ont à nouveau manifesté jeudi dans le centre ville, manifestation décidée au cours des rassemblements qui se tiennent comme chaque matin à la porte de l'usine en lutte.

Un peu avant 10 heures, alors que s'est formé le cortège, une centaine de travailleurs ont occupé les bureaux de la chambre patronale et ont quelque peu fait le « ménage », montrant ainsi leur colère face au président du patronat rochelais (et directeur de Alsthom). Auparavant, les ouvrières de la CIT occupée avaient rendu visite à sa femme à son domicile pour lui expliquer ce que veut dire travailler dans ce bagne pour un salaire de 1400F.

La manifestation qui se grossissait à mesure qu'elle traversait les rues de la Rochelle donnait plus de force encore à ce mot d'ordre très largement repris donne la mesure de la volonté de vaincre des métallos en grève : « Nous voulons, nous aurons satisfaction ! ».

LUTTES OUVRIÈRES

JOURNÉE D'ACTION DANS LE TRANSPORT

Interview de routiers

Quotidien du Peuple : Aujourd'hui, a lieu une journée d'action des transporteurs routiers. Pourriez-vous nous parler des revendications pour lesquelles vous allez cesser le travail ?

Réponse : Nous réclamons déjà une augmentation immédiate des salaires pour les chauffeurs : 2000F minimum pour 40 h de travail. Il faut dire que beaucoup d'entre nous faisons des semaines de 70 h et même plus : avec toutes les heures supplémentaires, à la STA, à Ivry en 74, je faisais 1850F par mois ! Les heures supplémentaires ne sont pas payées, ni marquées sur ta fiche de paye, elles te sont payées de la main à la main...

QdP : Quelles sont vos autres revendications ?

Bernard : Nous réclamons le 13^e mois et aussi l'augmentation des frais de déplacement. Certains

d'entre nous sont payés au forfait, mais cela ne fait pas le compte. Enfin, il y a la question de la reconnaissance des maladies professionnelles que nous voulons : il y a d'abord le tassement des vertèbres, chose très courante dans notre métier, les descentes d'estomac, etc... Enfin, chose importante, nous réclamons l'entretien véritable du matériel. Souvent, vu que c'est le profit qui compte avant tout, tu pars sur la route avec des camions qui ne sont pas révisés et il y a pas mal d'accidents.

QdP : Mais pourquoi les confédérations lancent-elles cette journée précisément aujourd'hui ? Et pensez-vous que cette journée à elle seule va permettre l'aboutissement des revendications ?

Henri : Ce n'est pas un hasard si cette journée vient aujourd'hui. Elle vient au moment où depuis plusieurs mois, des

luttés isolées se font de plus en plus nombreuses. Les confédérations, par cette journée, veulent limiter les dégâts, c'est qu'elles veulent faire semblant d'être à la tête de la lutte pour la limiter dans leurs normes. Ce qu'il faut évidemment, c'est ne pas en rester là. Les journées d'actions sans lendemain, c'est insuffisant.

QdP : Les confédérations disent que les petits patrons transporteurs ont les mêmes intérêts que les routiers...

Bernard : Les petits patrons souvent ne participent pas aux luttes ; ils roulent, remplissent les camions quand il y a des luttes, à la place des gars. Et puis, ce sont quand même des gars qui sont propriétaires de leur matériel, c'est très difficile de les associer.

Une dernière chose : quand les petits patrons mènent des luttes, ça

arrive, c'est pour défendre leur intérêt de petit patron. Un petit patron en bleu, bloquant les routes, pour la population, c'est un routier, mais pour nous ce n'est pas la même chose !

LES TRANSPORTS EN LUTTE

Beaucoup d'entreprises de transport n'ont pas attendu la journée nationale d'action pour rentrer en lutte sur leurs revendications. Ainsi, à l'entreprise de transport Donzas, dans la région parisienne, les travailleurs sont en lutte depuis huit jours pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail.

À l'entreprise STA, les travailleurs viennent de reprendre le travail après 5 jours de lutte ; ils ont obtenu une augmentation de 200F mensuels pour tous.

F.P.A. SUCCÈS DE LA PREMIÈRE LUTTE DE LA COORDINATION NATIONALE

Le 20 mai, alors que trente-cinq centres de France débayaient, occupaient les ANPE pour manifester leur refus au chômage, dénoncer le rôle de l'AFPA comme réservoir de main d'œuvre à bon marché, deux cents stagiaires de la région parisienne, une délégation du CFPD de Caen en lutte contre la répression syndicale, les membres du bureau de l'AFPA CGT/CFDT ont imposé pour tous des négociations qui

tions, connaissance des indemnités avant la période d'essai, promesses sur l'hébergement et l'hygiène etc...)

D'autre part, sur nos revendications fondamentales (salaires, embauche, qualifications) que l'AFPA ne peut résoudre, après avoir dénoncé son rôle, notre attachement à la lutte des travailleurs contre la crise que nous refusons de payer, nous avons imposé une nouvelle réunion après une heure d'oc-



ont duré près de cinq heures où la voie de l'offensive l'a emporté malgré les hésitants.

Après décision de l'occupation des bureaux de la direction, nous les avons contraints à reculer sur de nombreux points (paiement des heures de grève, obligation de réintégrer le camarade Joël de Caen sous peine de grève générale, arrêt de la répression contre les syndicalistes, obligation d'installer une antenne ANPE dans les grands centres et un prospecteur placier pour les autres, abolition des nota-

cupation rien que pour ça. le 11 juin, avec les patrons, le ministère, l'AFPA, les directions syndicales afin qu'ils répondent de leurs promesses.

Cette journée doit permettre l'extension rapide de la lutte aux autres centres, d'engager une bataille sans compromis sur les points où l'AFPA a reculé, afin d'appuyer les nouvelles négociations du 11 juin, de préparer la structuration et le renouvellement des forces avec la tenue de la seconde coordination nationale qui se tiendra prochainement.

A St-Jean de Maurienne

UNITÉ POPULAIRE CONTRE LA POLLUTION DE P.U.K. -1-

CORRESPONDANCE DU COMITÉ ANTI-POLLUTION MAURIENNE

La première réunion publique du Comité anti-pollution de Maurienne s'est tenue à Saint-Jean de Maurienne. Cette réunion qui avait été préparée, notamment par un stand au Comice Agricole du 9 mai où l'accueil fait à ce comité par les ouvriers, les paysans et les habitants de la vallée avait été très favorable (180 personnes avaient signé la pétition du comité), fut très positive par le nombre et la participation très active de la salle.

À leur arrivée, les participants consultaient les panneaux centrés autour de quatre thèmes :
- les effets de la pollution fluorée sur la forêt et la flore avec un herbier,
- les effets sur l'élevage et l'agriculture,
- sur la santé des travailleurs et de la population,
- et également sur le problème de l'exploitation de la mine de fluorine de Jarrier.

De nombreuses caricatures tournaient en dérision les affirmations de PUK. À la suite du montage-diapos sur l'état désastreux de la forêt en montagne et l'agonie d'un arbre fluoré, il fut dénoncé les risques que le déboisement entraînait dans une vallée aux versants très pentus : éboulements de rochers qui bloquent les trains et menacent les routes, érosion des sols et surtout glissements de terrain, comme celui que cita un habitant d'un hameau où, une nuit d'avril 1970, plusieurs milliers de mètres-cube de boue glissèrent dans le hameau, et de blocs de plusieurs dizaines de tonnes s'arrêtaient aux portes des maisons. C'est le moment que choisit l'ingénieur responsable des captations à

Péchiney Saint-Jean pour dire que les filtres marchaient à 95 %. Cette intervention libéra chacun, et une foule de témoignages fusèrent dans la salle :

«La nuit, des ordres dis-



crets sont donnés pour qu'on ouvre les cuves ; «Nos abeilles continuent à mourir ; «Péchiney, c'est tous des menteurs». Des apiculteurs témoignèrent sur le refus de PUK d'analyser les abeilles pour reconnaître sa pollution.

Puis fut passé un film réalisé par le Comité de Haute-Durance, sur les effets du fluor sur les abricotiers et les moutons, et sur la lutte des ouvriers et paysans. La fluorose animale était bien expliquée : machoire déformée qui empêche l'animal de manger, parasitose, etc... Ce film par ailleurs combat concrètement le chantage à l'emploi de PUK, car il montre la lutte contre la pollution que mènent des paysans qui sont aussi ouvriers de cette même usine de l'Argentière. Des paysans présents firent part de leur expérience des in-

éternellement ces bêtes qui vivent de cinq à huit mois ; on veut vivre de notre élevage».

Tous les paysans présents déclarèrent qu'ils voulaient vivre de leur travail et non d'indemnités qui les ruinent lentement mais sûrement, comme le prouve le rapport de la Chambre d'Agriculture de Savoie, qui déclare que les indemnités font un manque à gagner de 18 % pour les éleveurs. Puis ce fut une intervention du Comité qui fut précédée par une protestation publique contre l'at-

teinte aux libertés démocratiques que constitue la visite des renseignements généraux à un membre du Comité et la présence, dans la salle, d'un membre de ces mêmes RG. Ceci prouve que le Comité inquiète PUK

en bref... en bref...

● DOFAN OCCUPÉ ! BRISER LE MUR DU SILENCE

Les 130 travailleurs de Dofan - entreprise de maroquinerie dans le 10^e arrondissement à Paris - occupent depuis le 6 mai, leur usine contre la liquidation judiciaire prononcée le 11 mars. Un comité d'occupation s'est chargé de l'ensemble des tâches : présence 24 heures sur 24 par roulement, animation, ravitaillement et surtout popularisation.

LES PRÉTENDUS FAUX CHÔMEURS

L'ANPE a décidé pour cet été la nomination de cinquante contrôleurs chargés d'enquêter sur les «dossiers suspects». L'opération de nettoyage des fichiers par la circulaire

Métals aurait déjà permis d'éliminer plus de 30 000 dossiers. Décidément, le gouvernement qui, pour lutter contre le chômage pendant le 7^e Plan, a annoncé un renforcement des ANPE, utilise toutes les méthodes en son pouvoir pour camoufler les chiffres réels. À l'approche des 300 000 jeunes qui vont arriver sur le marché du travail, il fait tout pour faire baisser les statistiques.

● De multiples luttes contre les salaires de misère se poursuivent actuellement un peu partout : ainsi à Mont-rouge, à l'entreprise Schlumberger, chez LDH dans le 20^e arrondissement de Paris, chez Aurel Dubois à Meudon, à la Biscuiterie l'Alsacienne à Cestas, dans la Gironde.

POLITIQUE

L'APRÈS-LÉGISLATIVES EN QUESTION

suite de la 1

Ce qui explique la vivacité de la réaction, à cette petite phrase de Giscard, de Ségué qui déclare : «Giscard à l'Élysée avec un gouvernement de gauche, ça ne peut signifier que la poursuite de l'actuelle politique de la droite avec un personnel politique de gauche. Une telle tentative se heurterait à notre opposition résolue».

ne dispose que de peu de moyens de pression ; après avoir regonflé le PS par sa stratégie de l'Union de la Gauche, il a peu de moyens de lui imposer, dans la période une discipline unitaire.

Le PS se trouve ainsi seul maître de ses alliances. C'est cette situation que tente d'exploiter Giscard. C'est qu'il veut gar-



Ce que Ségué envisage ainsi implicitement, c'est que Giscard dirige avec un gouvernement où le PS serait présent, et pour appliquer une politique qui ne serait pas celle du Programme Commun. Ayant déjà pris l'engagement qu'il n'essayerait pas de balayer Giscard avant la fin de son mandat, il entend au moins préserver ses chances de participer au gouvernement. Mais il

der deux fers au feu : en même temps que la majorité coordonnée par Chirac s'engage dans une bataille d'ensemble contre la gauche, certaines composantes de cette même majorité veulent se réserver la possibilité, en cas de défaite électorale, de jouer sur une aggravation des contradictions au sein de l'union de la gauche.

Paul GAUVIN

PROVOCATION FASCISTE CONTRE UN GRÉVISTE DES FOYERS SONACOTRA

Samedi soir, 21 h 45, des menaces de mort, pistolet à la main, ont été adressées à Taieb Kribi, au foyer SONACOTRA de Massy - 18 rue Ampère.

Taieb a été élu membre du Comité de Résidents du Foyer quand la grève des loyers a commencé en septembre 75. C'est aussi un des membres les plus actifs du Comité de Coordination que se sont donnés les Foyers SONACOTRA en grève, pour faire aboutir leurs revendications et coordonner leur action.

Samedi soir, à l'Assemblée Générale des Résidents du Foyer, qui a regroupé plus de 400 personnes sur les 600 résidents, la continuation de la grève a été votée à l'unanimité. A la fin de l'A.G., un agent provocateur du «directeur gérant» du Foyer Ahmed Cherif (recherché en Algérie pour meurtre) a exigé violemment de Taieb, qu'il fasse arrêter la grève des loyers et qu'il n'y ait plus d'A.G. démocratique dans le foyer. Quand les travailleurs immigrés se sont interposés pour protéger Taieb, Cherif a sorti un couteau et un pistolet menaçant ceux qui voulaient avancer. Voyant que la situation tournait mal pour son protégé, le gérant M. Artighona a

entraîné Cherif dans son appartement. A eux deux, ils essaient d'intimider, dans le Foyer, tous ceux qui sont au chômage, ou en situation irrégulière ; il y en a beaucoup, en ce moment, parmi les travailleurs immigrés en France !

Pourtant, ils n'arrivent à faire payer leur loyer qu'à une trentaine de résidents du foyer.

C'est à une série de menaces que les résidents des foyers SONACOTRA doivent faire face quotidiennement : expulsions des foyers, chantage sur l'emploi, la carte de travail, la carte de séjour, (beaucoup n'ont pas été renouvelées, car il est exigé la quittance du loyer), expulsions hors de France de responsables du Comité de Coordination et de certains grévistes bien choisis par le gouvernement, sur des prétextes infamants ; à l'intérieur des foyers, provocations de fascistes et des gérants racistes, télécommandées par la direction SONACOTRA (il y a un an déjà, Cherif avait tiré sur deux résidents en blessant un à l'épaule).

Plainte a été déposée auprès de la police, pour que la direction SONACOTRA et

PROCÈS SIMEONI

INTERVIEW DES CO-ACCUSÉS

8 militants corses passent en procès aux côtés d'Edmond Simeoni devant la Cour de Sûreté de l'Etat pour «participation à bande armée» : Susini, agriculteur ; Tirroloni, représentant de commerce ; Fieschi, transporteur ; Peraldi, employé au Crédit Agricole ; Andreani, employé au Crédit Lyonnais ; Paoli, électricien ; Sicurani, agriculteur. Ils ont qualité de prévenus libres. Bien que les positions politiques qu'ils expriment ne nous paraissent pas toutes claires, leur témoignage est révélateur de toute la révolte d'une région et face à elle de la volonté politique du pouvoir, de l'écraser à tout prix.

Quotidien du Peuple : Que pensez-vous de ce procès fait devant une juridiction d'exception, aux militants corses ?

Sicurani : Pourquoi sommes-nous devant la Cour de Sûreté de l'Etat ? Les motifs sont à prendre dans le cadre de l'opération d'Aleria. Ils sont la dénonciation d'un scandale vinicole insulaire, et essentiellement celui-ci. L'opération d'Aleria n'était pas d'ordre politique, elle était essentiellement économique. On dénonçait un scandale qui était énorme. Il y avait la collusion des autorités de tutelle, banques, escrocs pour tenter d'arrondir les angles en arrangeant de toutes façons les dits escrocs !

Peraldi : Je conçois qu'il puisse y avoir une Cour de Sûreté de l'Etat, à condition qu'elle se limite aux atteintes à l'intégrité du territoire et à tout ce qui peut dépendre de la sûreté de l'Etat.

QdP : Pourquoi avez-vous tenu à prendre place aux côtés d'Edmond dans le box des accusés dès le premier jour ?

Andreani : C'est nous qui l'avons demandé par solidarité pour Edmond ! Nous sommes solidaires de lui, pour la notion qu'il a du peuple corse. Pour nous c'est très important !

QdP : Comment êtes-vous traités par la police ?

Andreani : Le premier jour, nous avons été fouillés assez vigoureusement pas mal traités mais c'était

le gouvernement assument leurs responsabilités et soient renvoyés devant leur propre légalité.

Cette dernière provocation, montée avec l'aide de voyous et d'assassins, prouve qu'en tout cas, que la direction de la SONACOTRA ayant d'abord misé sur un pourrissement enfermé dans le silence de cette juste lutte, est réduite aujourd'hui à des expédients qui ne vont pas manquer de renforcer la mobilisation, des grévistes et le soutien de plus en plus large de la Classe Ouvrière Française aux travailleurs immigrés. Vive le Comité de Coordination ! Sonacotra vivra !

Les résidents du foyer de Massy

une fouille complète ! Ce n'est pas agréable surtout quand on subit ça deux, trois ou quatre fois par jour !

Peraldi : Ils veulent donner de nous une personnalité que nous n'avons pas. Ils veulent faire de nous des assassins, des brigands alors que nous sommes des gens honnêtes. Le dispositif policier autour du palais vise à présenter les Corses comme des gens dangereux ! Personnellement, on m'a forcé à enlever mes chaussures !

QdP : Est-ce que ce procès pourra empêcher que les problèmes se posent ?



Sicurani : La Cour de Sûreté de l'Etat, ce n'est jamais une solution, c'est une répression ! En l'état actuel des choses, le problème corse ne pourra être résolu très facilement et très rapidement, ce n'est pas vrai !

La meilleure preuve en est la mission Bou qui est arrivée plein de vent, plein

de poudre aux yeux, comme un ballon de baudruche qu'Aleria a littéralement dégonflé et actuellement, on assiste à la mort, à l'hallali de cette mission...

de poudre aux yeux, comme un ballon de baudruche qu'Aleria a littéralement dégonflé et actuellement, on assiste à la mort, à l'hallali de cette mission...

Peraldi : La façon dont on a voulu régler le problème en Corse, à travers Aleria, risque de produire le contraire de l'effet escompté, si le verdict est sévère. Le procès ne pourra ôter aux jeunes la volonté qu'ils ont de faire éclater la vérité et de faire aboutir les revendications.

Andreani : Le processus autonomiste est engagé et il touche actuellement toutes les couches sociales. Il est en train de faire tâche d'huile. Ce procès, c'est de fait, une tribune politique et quelle que soit la condamnation admise ou non par le peuple, ce procès restera historique et de toute façon fera avancer notre cause.

QdP : Le gouvernement a intensifié la répression contre le mouvement paysan : Epinal, Montredon, Aleria, en sont la marque. Comment

que les viticulteurs du Midi tout intérêt au règlement du problème du vin.

QdP : Quelle est la situation des petits paysans corses ?

Peraldi : Le petit paysan, c'est un retraité qui prend sa retraite chez lui, a refait un peu d'agriculture. Jusqu'à ces 10 dernières années, les paysans ne restaient pas ; ils s'en allaient. La petite agriculture chez nous se limitait à des gens qui revenaient et se consacraient au jardinage...

Maintenant, depuis que l'agriculture se développe, ce sont les jeunes qui ont pris le relais des vieux, mais qui exploitent une petite superficie. Le problème chez nous, ce n'est pas le petit agriculteur, c'est le jeune agriculteur sur une petite superficie. Il reste très peu de terres cultivables. Il reste seulement l'intérieur où on pourra développer une forme d'élevage.

QdP : Quel «soutien» avez-vous reçu de l'Union de la Gauche ?

voyez-vous votre place dans ce combat ?

Peraldi : Le fond de notre combat et de celui des viticulteurs est commun, puisque ce sont les mêmes difficultés économiques et commerciales que traverse la culture de la vigne. Mais il y a des nuances : en Corse, on produit un vin qui a un degré alcoolique très fort et qui permet de couper le vin de l'Aude et de l'Hérault pour en faire un vin de consommation courante de 10-11°. Notre difficulté commerciale réside dans le fait que nous sommes concurrencés directement par le vin italien qui entre en France à des prix extrêmement bas. Les viticulteurs de l'Hérault sont concurrencés par le nombre d'hectolitres qui vient d'Italie à prix très bas et qui fait tomber leur prix. Les prix que sont obligés de pratiquer les viticulteurs de l'Hérault se répètent sur les nôtres puisque ce sont eux qui nous achètent notre vin. C'est une chaîne dont nous sommes les derniers maillons. Nous avons autant

Andreani : La gauche unie a pris position pour nous parce qu'elle ne pouvait pas faire autrement. C'est un jeu politique qu'elle pratique. En 74, lors de l'occupation de locaux par 5 ou 6 agriculteurs, la CGT s'est élevée contre ces «sortes de pratiques». Des gens qui ont été lésés plusieurs fois, exigent un dû, ils occupent des locaux pour cela. La CGT les condamne ! Actuellement en Corse, les syndicats et les partis de gauche tentent de récupérer. La manifestation du 3 avril à Bastia répondait à ce souci.

Peraldi : Nous assistons à une tentative de récupération par la gauche. Quant à dire que la gauche solutionnerait nos problèmes, nous pouvons dire que pour l'instant, nous n'en avons pas le moindre indice ! Elle demande la libération d'Edmond, mais à aucun moment l'autonomie interne. Les réactions du PCF après Aleria sont significatives à ce sujet.

Recueillie par P. PUJOL

LIBAN

AVEC L'AUTORISATION SPÉCIALE DE KISSINGER

LES VAINES MENACES DE GISCARD

LA FRANCE, HÉLAS, N'Y EST PAS POUR RIEN

Depuis l'avancée des forces patriotiques au Liban, les puissances étrangères cherchent à faire arrêter les combats, ce qui revient à aider les forces réactionnaires.

Après l'intervention syrienne, l'envoyé américain Brown, l'envoyé français, Gorse, se précipitent au Liban pour essayer de se servir de cette intervention. Un jour, Gorse déclare que la France est prête à envoyer des forces d'intervention pour aider au maintien du cessez-le-feu. Brown, lui, refuse, considérant que les Etats-Unis pourraient se servir de l'intervention syrienne seule.

Aujourd'hui, la situation a changé. La Syrie est un pays arabe qui a des engagements envers la Révolution Palestinienne. Elle ne peut jouer le rôle que les Américains lui demandent. Les Etats-Unis ont alors besoin d'autres forces, eux ne pouvant intervenir directement, à cause de leur passé et de la possibilité d'intervention de l'URSS.

La meilleure solution pour les Américains, pourrait être l'intervention d'une force apparemment plus neutre qu'eux. La France, du fait des positions qu'elle a prises dans le conflit du Proche-Orient, pourrait jouer ce rôle. On ne s'étonnera pas que l'initiative de Giscard soit venue après ses entretiens avec le président américain.

Après la première guerre mondiale, la France et l'Angleterre se sont partagés le Proche-Orient. La France s'est placée au Liban et en Syrie. Au Liban, pour se maintenir, elle a utilisé la diversité des confessions. Elle a créé des conflits entre les confessions en s'appuyant sur l'une d'elles : les chrétiens maronites, où se recrutent les phalanges. Elle leur a appris que «la France est la mère du Liban» et qu'ils doivent se battre pour rester attachés au monde occidental. Avant de s'en aller, la France a donné une constitution confessionnelle au Liban, sous prétexte que sans cela, les Libanais se battraient entre eux.

A présent, on voit les conséquences de leur politique. Les phalanges refusent l'intégration du Liban au monde arabe et se battent pour un «Liban lié à l'occident», et c'est la constitution qui a créé les problèmes confessionnels.

En guise de «pacification», cela devrait suffire !

VA-T-EN GUERRES

Le 20 janvier, Debré, ancien ministre, demande l'intervention française au Liban : «... l'inaction consacrerait un abandon d'autant plus grave que la tradition a donné à la France un rôle tutellaire pour la sauvegarde de l'équilibre entre les communautés et le droit des hommes...».

le 20 avril, Dutourd, le penseur de France-Soir, écrit : «A Beyrouth, on parle français, c'est une ville aussi indispensable à notre âme que Bordeaux» et demande que la France aille soutenir, par «quelques régiments, ceux qui parlent français». A ceux-là, la révolution algérienne n'a pas encore donné des leçons.



Les troupes de choc : prêtes à intervenir ?

suite de la p. 1

Les réactions des forces libanaises ont montré les obstacles auxquels se heurte cette volonté d'intervention. Joumblatt, chef de file des «forces progressistes libanaises» refuse cette présence militaire, comme il a refusé toutes les autres, même syrienne. Pour sa part, la Syrie s'est demandé à quoi serviraient des troupes françaises au Liban, les forces syriennes pouvant maintenir le cessez-le-feu. La Libye et l'Irak ont déclaré qu'ils étaient contre l'initiative de Giscard. Karamé, dans une déclaration, a affirmé : «nous ne retournerons jamais à l'époque du mandat. Nous ne sommes pas disposés à céder un pouce de notre sol».

Mais d'autre part, il a indiqué que «en tant que gouvernement, nous ne sommes pas prêts à faire une démarche pareille avant que le nouveau régime ne commence».

Le général Ahdab, qui a fait le coup de force du 11 mars demandant la démission du président Frangié, a démissionné, voulant «donner le bon exemple à Frangié». Celui-ci n'a toujours pas démissionné alors que le nouveau président a été élu. Il a déclaré qu'il refusait de le faire avant le mois de septembre, date de la fin de son mandat.

Les forces patriotiques au Liban n'admettront aucune intervention dans leur pays, d'où qu'elle vienne. Avec leurs frères palestiniens, ils mettront en échec toute tentative de ce genre. Le peuple de France en a également assez des tendances renouées de notre bourgeoisie à se lancer dans des entreprises coloniales. Nous ne laisserons pas faire !

DANS LES ÉCOLES AU LIBAN

L'OPPRESSION CULTURELLE FRANÇAISE

Lorsque, dans mon propre pays, je suis allée à l'école des sœurs, j'ai reçu un enseignement en français. On nous interdisait de parler notre langue maternelle, l'arabe. C'est la double oppression de la religion et de la culture étrangère qui pèse sur mon peuple.

Encore, j'avais, en quelque sorte, de la chance par rapport aux autres jeunes Libanais de mon âge, qui allaient dans les écoles d'État, où ils n'apprenaient pas suffisamment le Français pour passer leurs examens. Car un diplôme secondaire, au Liban, c'est un baccalauréat, comme en France ; et, comme en France, les matières scientifiques sont uniquement en français. Ensemble, nous manifestions pour l'arabisation de l'enseignement. Pour les enfants des quartiers pauvres et des campagnes, l'autre face de la «culture française», c'était l'analphabétisme.

Aujourd'hui, le gouvernement français prétend poursuivre cette «mission civilisatrice» à l'aide d'un corps expéditionnaire. Jamais mon peuple ne l'acceptera.

Yomna EL KHALIL

UNE SEMAINE DE LUTTES EN ESPAGNE

PAYS BASQUE

Les attentats fascistes continuent, les manifestations contre le fascisme et le terrorisme s'intensifient. A San Sebastian, des attentats ont eu lieu contre trois boutiques, deux librairies et une boucherie ; cette boucherie avait organisé des collectes pour des travailleurs licenciés. Ces attentats ont été revendiqués par les «commandos anti-ETA» et les «guerrilleros du Christ-Roi».

A Algorta, une collecte de solidarité a été organisée pour des magasins victimes d'attentats fascistes ; il y a également eu un rassemblement pour l'amnistie sur le Vieux Port. Lundi, trois manifestants ont déployé une banderole demandant l'amnistie générale et signée «Gora Euzkadi» (vive l'Euzkadi). Un commando d'extrême-droite a tiré sur eux, blessant l'un des manifestants.

Une messe pour les victimes de Montejurra a eu lieu à l'église des Franciscans ;

elle a été suivie d'une manifestation qui a été dispersée par la police. Des manifestations pour l'amnistie ont également eu lieu à Sestao et Guernica.

Il y a toujours de nombreuses luttes ouvrières : les 33.000 travailleurs du bâtiment de la province de Biscaye sont en conflit avec le patronat qui refuse de négocier une nouvelle convention. Plusieurs milliers d'employés du commerce ont manifesté mercredi et jeudi à Bilbao pour réclamer le congé le samedi ; la deuxième manifestation a été réprimée par la police qui a matraqué et pratiqué des arrestations.

A l'université de Deusto, 35 étudiants occupent un bâtiment pour protester contre les programmes d'histoire. Ils revendiquent également l'élection démocratique des autorités académiques. Ils ont été soutenus par des assemblées générales et par une manifestation. Mardi, une grève générale de toute l'université était décidée.

MADRID

A la Telefonica, le conflit se poursuit. 5 travailleurs avaient été arrêtés pour distribution de tracts à la foire de St Isidro. Lundi, 2000 délégués syndicaux de la métallurgie ont demandé la réintégration des travailleurs licenciés de la Telefonica et ont appelé les travailleurs à des baisses de cadences en solidarité.

Dans la branche Verre et Céramique, les discussions d'une convention collective se poursuivent. Pour protester contre le refus patronal de satisfaire leurs revendications, les ouvriers avaient organisé un rassemblement devant le siège du syndicat. Deux travailleurs avaient alors été arrêtés. Lundi, environ 500 manifestants se sont rassemblés pendant 3 heures devant le Palais de Justice jusqu'à ce qu'ils obtiennent la libération de leurs camarades qui a été saluée par des ovations. Les travailleurs de l'entreprise Grifisa, refusant le licenciement de 120 d'entre eux occupent une église et exi-

gent leur réintégration collective.

Dans le secteur de l'hôtellerie, on signale de nombreuses grèves, notamment à Tropics et à Vips, chaînes de restaurants à capital étranger. 60 travailleurs de l'hôtel Wellington occupent une église.

Dans la métallurgie : à Vycam, 200 travailleurs sont en grève depuis le 11 mai. Il y a eu 19 arrestations et l'usine a été lock-outée. A Metal Mazda, la grève continue. La garde civile a perquisitionné chez plusieurs dirigeants ouvriers.

● La direction des usines Michelin vient de licencier deux mille quatre cents travailleurs de l'entreprise de Lázarte, au Pays Basque, en grève depuis le 12 février. Le patronat français rêve encore de maintenir, en liaison avec Juan Carlos, les vieilles méthodes de répression fascistes de Franco.

SUCCÈS DE LA JOURNÉE PALESTINIENNE À LYON

Citation d'un participant à cette journée : «Je suis heureux de voir dans cette saule le drapeau palestinien, en même temps triste car ce drapeau ne flotte pas sur la terre de Palestine mais avec la combativité et l'ardeur de la jeunesse palestinienne, je suis sûr que ce drapeau flottera un jour sur chaque pouce de la terre palestinienne libérée». Cette confiance, dans le peuple palestinien, et la révolution palestinienne a été exprimée par une de ces interventions par le docteur Hanne Nasser, recteur de l'université de Birzeit, (seule université arabe en territoire occupé), qui a été exilée en 1974.

Cette confiance s'est manifestée au niveau de tous les participants, venus à cette journée organisée par la GUPS et d'au-

tres organisations, notamment le PCR. Elle a regroupé 5 à 600 personnes, essentiellement des militants, qui étaient désireux d'approfondir leur connaissance de la révolution palestinienne et de faire le point après les événements du Liban. Cette journée a été marquée par un caractère de réflexion et une grande attention aux débats.

La matinée était occupée par un colloque avec la participation, notamment d'Azzedine Kalak, qui est directeur du bureau d'information et de liaison de l'OLP, en France, le docteur Hanne Nasser, Mahmoud Hussein, écrivain égyptien, auteur de «luttes de classes en Egypte», et Leila Shahid qui est présidente de la GUPS (France). L'après-midi a été consacrée à une projection de films.

INTERNATIONAL

GISCARD AUX USA

UNE LIBERTE QUI N'EST PAS LA NOTRE

Au cours de sa tournée aux Etats-Unis, Giscard s'en est tenu à quelques thèmes facilement repérables, remâchés de discours en réception, d'interview en article de presse. De cet ensemble de déclarations, se dégage le profil des relations France-USA, telles que peut les concevoir un homme élu contre le gaulliste Chaban-Delmas, il y a deux ans.

La «liberté», d'abord, et au premier chef, la liberté d'entreprise. Voilà ce qui, du point de vue du président de la République, unit, de part et d'autre de l'Atlantique, les deux pays et les deux régimes. C'est elle qu'il oppose, non seulement aux «systèmes bureaucratiques», terme qui pourrait faire allusion au social-impérialisme, mais en réalité aussi au socialisme authentique, baptisé «anarchie».

Cette «liberté» l'a conduit, au cours de son périple américain, à se comporter à maintes reprises en représentant de commerce ou en PDG de «l'entreprise France», vantant ici les mérites du Concorde, proposant là aux financiers yankees d'augmenter les investissements sur notre sol. Elle pourrait signifier, demain, une coopération militaire contre un mouvement révolutionnaire dans notre pays.

Restent, en effet, les rapports politiques. «Fidélité à l'alliance», tel est un

des maîtres-mots du message adressé par Giscard d'Estaing aux autorités américaines. Une des raisons majeures en est crûment avouée : l'équilibre du monde, selon notre bourgeoisie, repose essentiellement sur les Etats-Unis et l'URSS. Placés avec toute l'Europe occidentale, au cœur de la rivalité qui les oppose pour le partage du monde, ceux qui nous gouvernent

comptent principalement, non pas sur les ressources de notre peuple, mais sur la puissance américaine, pour faire face à la menace soviétique. Dans le même temps (et les allusions faites durant le voyage à «la détente» le montrent encore), elle reste prête, sur bien des points, à céder aux exigences venues de Moscou.

Appeler aujourd'hui, comme le fait Giscard, les Etats-Unis à considérer d'un bon œil la construction européenne, ne prête plus guère à conséquence, quand il devient chaque jour plus clair, que celle-ci s'effectue largement sous la tutelle américaine.

Aussi, c'est à la coopération contre les peuples que l'impérialisme français appelle encore son homologue américain : en Afrique, pour y multiplier en commun les investissements ; au Moyen-Orient, pour y obtenir l'autorisation de se lancer dans de nouvelles aventures qui ont de vieux relents de colonialisme.

Dans l'Europe américaine à la construction de laquelle Giscard s'est proclamé prêt à participer, ni le peuple de France, ni les peuples du Tiers-Monde, ne retrouveront autre chose que l'inverse de leurs aspirations.

Jean LERMET

D'un discours à l'autre Ce que Giscard a dit aux Etats-Unis

«La France peut être pour les Etats-Unis, comme les Etats-Unis le sont pour elle, un allié d'autant plus sûr que sa fidélité n'est pas une simple complaisance».

«La France poursuivra son action, demain, dans la fidélité à ses engagements. Elle continuera à contribuer à l'efficacité de l'alliance atlantique dont elle fait partie. Dans cette perspective, et par symétrie, elle attache le plus grand prix à l'engagement américain. Annoncé à l'avance, peut-être un tel engagement eût-il évité, jadis, un conflit mondial. Que cette fois, du moins, la dissuasion nous protège de l'affrontement».

«Les Etats-Unis ont encouragé, dès ses débuts, l'effort d'unification européenne. Qu'ils considèrent son achèvement sans réticence et sans appréhension».

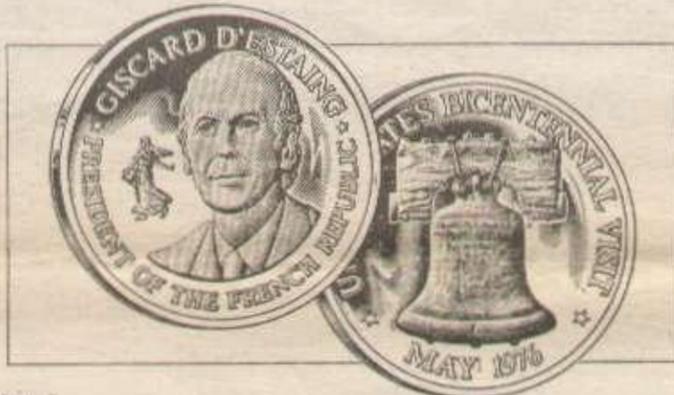
Fondement de l'amitié de Giscard pour les USA : «La supériorité du système d'économie libre sur les régimes de contrôle bureaucratique».

Le souhait que «de part et d'autre de l'Atlantique, entreprises et pouvoirs publics retiennent comme un objectif prioritaire de porter notre commerce bilatéral et nos investissements réciproques au niveau de notre dimension économique d'aujourd'hui et de notre volonté politique commune de rapprochement».

«Vous allez aborder le troisième centenaire de votre existence nationale avec tous les moyens nécessaires non seulement pour préserver votre style de vie, mais pour contribuer à orienter le destin du monde». («Pour orienter le destin du monde» dans le texte remis à la presse).

A une question sur le retrait des troupes américaines d'Europe : «Pas pour le moment. J'estime que la structure du monde telle qu'elle repose sur un équilibre entre les forces de dissuasion de l'URSS et des Etats-Unis».

La Médaille de la Liberté



Pile ou face ?

Guadeloupe Giscard et ses pauvres

A peine sorti des nostalgies francophones de la Louisiane, Giscard n'a pu s'empêcher de faire un petit tour en Guadeloupe où la «présence française» reste effective. Il a affirmé que la «départementalisation» avançait à grands pas et a promis aux Guadeloupéens, des ANPE pour mieux organiser leur déportation. Joignant le geste à la parole, il a gracieusement offert à quelques chômeurs de prendre place dans son Concorde. Aller chercher du travail en France avec de la moquette et des plantes vertes, quel privilège ! L'histoire ne dit pas si Giscard aura la bonté de fleurir les foyers ou les taudis dans lesquels ces travailleurs devront loger. En arrivant, il a une fois de plus joué les représentants de commerce pour Concorde, en soulignant que c'était le vol commercial le plus long de cet avion, et qu'il restait encore du carburant à l'arrivée. De plus, son avion a survolé le volcan guadeloupéen de la Soufrière, pour rassurer paraît-il la population qui s'inquiète de ses signes d'activité. Charte de Washington et de Concorde, transporteur de main-d'œuvre, missionnaire au Liban, vulcanologue amateur, que voilà un homme indispensable !

Fin de la session du Conseil de l'OTAN

LE MIRAGE DE LA DÉTENTE

Dans le communiqué final de sa dernière session, le Conseil de l'OTAN reste toujours dans la perspective de la «détente» et du «relâchement des tensions» dont il reste des «progrès encourageants».

Ainsi, les gouvernements occidentaux continuent à utiliser le vocabulaire de la «détente» imposé par l'URSS depuis la conférence de Helsinki, et destiné à masquer la réalité, c'est à dire les pressions militaires russes. Continuer à parler de «détente» tend à endormir la vigilance des peuples et à leur cacher la réalité des préparatifs de guerre de l'URSS.

Cependant, le communi-

qué a dû souligner la préoccupation des ministres «devant le développement soutenu de la puissance militaire du pacte de Varsovie sur terre, sur mer, et dans les airs, au-delà des niveaux que justifieraient apparemment les besoins de la défense».

Par ailleurs, le conseil de l'OTAN a examiné les difficultés internes de l'alliance. La plus grave, semble être le conflit entre l'Islande et la Grande Bretagne (guerre de la morue) qui prend une tournure antagonique, surtout depuis que des navires de guerre britannique viennent accompagner les chalutiers britanniques dans les zones de pêche et éperonnent les gardes-côtes islandais.

● MEXIQUE

Le gouvernement mexicain a annoncé qu'il n'enverrait pas de délégué à la prochaine assemblée générale de l'Organisation des Etats Américains qui doit se tenir le 4 juin au Chili. Il veut marquer ainsi sa désapprobation envers le gouvernement fasciste de Pinochet.

● HOLLANDE

Le gouvernement hollandais, composé de démocrates - chrétiens et de socialistes est actuellement très divisé sur la livraison de matériel nucléaire à l'Afrique du Sud. Cette livraison serait financée par un prêt du gouvernement hollandais que plusieurs ministres refusent.

Le ministre islandais a lancé un ultimatum à la Grande-Bretagne, menaçant de se retirer de l'OTAN.

Ce retrait de l'Islande entraînerait l'évacuation de la base américaine de Keflavik, considérée comme vitale pour les communications dans l'Atlantique Nord. C'est pourquoi Kissinger a proposé une solution de compromis qui semble difficile, car la position britannique reste intransigeante.

Kissinger a entrepris des démarches analogues au sujet de Chypre, car les contradictions entre la Grèce et la Turquie affaiblissent considérablement le flanc sud de l'OTAN. Il s'est également entretenu avec le ministre italien Rumor, probablement pour rappeler son opposition à la participation au gouvernement des révisionnistes italiens. Rappelant, sous une forme plus douce, les pressions déjà faites à ce sujet, il a dit devant le conseil : «La participation des communistes à un gouvernement de l'OTAN ferait mauvais effet sur l'opinion publique américaine».

Jean-Pierre CHAMPANY

Iran :

COMMUNIQUÉ DE L'UNION DES ÉTUDIANTS IRANIENS EN FRANCE

Paris, le 21/5/76

Ces derniers jours ont été marqués par des assassinats successifs, à la suite d'une impitoyable chasse aux militants, menée par la SAVAK.

Après le meurtre de 11 révolutionnaires dans plusieurs quartiers de Téhéran, le dimanche 16 mai 76 (voir notre communiqué du 18/5/76), précédé de l'assassinat d'un autre révolutionnaire à Machad, nous venons d'apprendre par la presse, la radio et les agences d'information internationales, que 10 autres militants, dont trois femmes, ont trouvé la mort, lors de plusieurs accrochages avec la police, dans les villes de Ghazvine, Racht et Karadj. Ces affrontements se sont déroulés le 18/5/76. (...)

D'autre part, les autorités iraniennes ont révélé le nom de huit des militants tués le dimanche 16/5/76. Ce sont : Farhad Sadighi Pachayi, Nasser Chayegan Cham-Asbi, Ahmad-Reza Ghabarpour, Gholam-Abbas Zarkari, Ladane Al-Agha (jeune femme), Mostapha Daghigh Hamedani, Arjang Chayegan Cham-Asbi, Ezzate Gharavi.

Ce terrorisme d'État, ce régime ignoble, cette répression féroce ont suscité une résistance profonde de la part de notre peuple et de tous les anti-fascistes iraniens. La résistance s'organise et malgré la propagande mensongère du régime, selon qui le «calme» et la «sécurité» règnent et les organisations révolutionnaires sont démantelées ou en voie de l'être, ces dernières, quel que soit le coup porté par la réaction sur leurs militants, se consolident et se développent.

Il faut enfin signaler que tous les crimes du régime se déroulent directement sous le contrôle de la CIA, ce qui vient d'être récemment dévoilé par «News Week» du 17/5/76 : «La CIA a directement participé et aidé les forces de sécurité locales pour arrêter les «terroristes». (...)

Selon des nouvelles, encore non confirmées, les étudiants de l'Université de Téhéran ont organisé de larges manifestations pour protester contre ces crimes, et après l'assaut des forces de police, il y aurait eu dix morts et de nombreux blessés et arrestations le 20 mai.

LA CFDT AUJOURD'HUI

LA CFDT DEPUIS LES «ASSISES» DU PS (74-76) - 2 -



Des Assises contre le socialisme au 37e Congrès CFDT : LES POSITIONS DU PS

INTERVIEW D'ALAIN RANNOU*
Responsable du Secteur Entreprise du PS

Question : Dans différentes déclarations, Edmond Maire a été amené à parler d'un «détachement ressenti parfois durement par quelques militants de la CFDT qui sont entrés au PS» (après les Assises de 74). Comment interprète-t-on cela au Parti Socialiste ?

Réponse : Les Assises pour le Socialisme, c'était entre les militants du PS, du PSU, CFDT, associations type G.A.M., populaires ou autres, la volonté de discuter ensemble et de voir si dans les perspectives stratégiques, il y avait un accord entre eux et donc la possibilité de se retrouver dans la même organisation. Cet accord a été constaté, ce qui ne veut pas dire bien évidemment qu'immédiatement, cela rentre dans les faits ! Il s'est passé ensuite un congrès à Pau qui a entériné les grandes orientations de ce qui s'était dit aux Assises. Maintenant, le problème (et ça sera plus long), c'est de faire passer cette réalisation dans les faits.

(...)Le décalage est toujours, et, c'est vrai pour tous les partis politiques, entre une décision d'orientation politique et son application. Edmond Maire raisonne là-dessus en syndicaliste, pas en politique.

Q. : Certains militants CFDT, ex-PSU et surtout ex-signataires de l'appel de la 3e composante des Assises, sont entrés au PS dans l'optique de contribuer à un «Parti Socialiste ouvrier de masse». Comment apprécier, bientôt deux ans après, cette «perspective» et quel bilan tirer des Assises ?

Q. : Pour moi, la décision du congrès de Pau de priorité absolue aux entreprises, c'est fondamental ! Ceci dit, je comprend que des militants trouvent que cela ne va pas assez vite (...). Je dirai qu'ils sont déçus parce qu'avant, ils ne faisaient pas suffisamment de politique et qu'ils ne se rendaient pas compte des difficultés. Si c'est pour les orientations autogestionnaires du parti, je ne comprendrais pas

qu'ils soient déçus. Je veux dire qu'aussi bien au congrès de Pau qu'à la convention que le PS a tenue sur l'autogestion, il y a une très grande homogénéité avec ce qui a été décidé dans les Assises (...).

Je n'ai donc pas du tout un bilan négatif par rapport aux Assises. On

En examinant le bilan des Assises et les conditions politiques de préparation de ce 37e Congrès CFDT, il nous a semblé nécessaire de voir ce qu'en pensaient actuellement les principaux «Bénéficiaires» de l'opération de 74. A cet effet, nous avons interrogé un responsable du PS, représentatif tant du ralliement aux Assises que des efforts du PS pour prendre pied dans les entreprises et les syndicats, notamment la CFDT. Ce responsable est en effet un ancien membre du P.S.U. et il est aujourd'hui un des animateurs du «Secteur entreprises» du Parti Socialiste.

Dans ses propos, outre l'aveu assez crûment étalé que derrière les grandes phrases du Congrès sur les «objectifs significatifs de transition au socialisme», il y a tout bonnement le Programme Commun, on voit aussi se dessiner toute l'opposition social-démocrate à l'offensive ouvrière et au mouvement d'ensemble : ce qui ne serait pas le

perçoivent vraiment les raisons, si ce n'est vaguement une concurrence entre deux partis, et une dispute, plus de concurrence de clientèle que de problèmes politiques, a fait que pour eux, au fur et à mesure que cette polémique se développait, les perspectives politiques s'en allaient. On assiste à cette chose très

capacité de mener des actions communes dans le cadre de vie, dans les villes, mais aussi au niveau de l'entreprise qui est bien évidemment le lieu fondamental de l'exploitation et surtout le lieu aujourd'hui où se crée le chômage et le lieu où se crée l'inflation : là-dessus, il y a un refus systématique du PC.

Pour être schématique, nous pensons qu'il est nécessaire d'avoir un débouché politique aux luttes aujourd'hui ; qu'il n'y aura pas simplement un débouché social et qu'il faut donc un projet de ces organisations. Pour cela, dans l'entreprise, il est possible avec le PCF de faire des actions communes, c'est-à-dire que le PCF ne considère plus qu'il est «le parti de la classe ouvrière», qu'il accepte de regarder la réalité : qu'il y a plusieurs partis de la classe ouvrière, plusieurs composantes à l'intérieur du mouvement ouvrier ; s'il n'admet pas cela, eh bien tout développement d'action politique ou syndicale offensive ne sera pas possible dans la période à venir.

Q. : En quel sens alors, le PS comprend-il «l'union des forces populaires» prônée par la direction actuelle de la Confédération CFDT... comme mouture de l'Union de la Gauche ?

R. : Pour nous, des objectifs significatifs de la transition au socialisme, c'est le programme commun (avec peut-être des nécessités d'amélioration, de changements) !

Dans une récente auto-interview, la F.G.M. s'exprime clairement, rejetant toute formulation équivoque, parce que «permettant d'introduire la notion de dictature du prolétariat» !

*Question n°12 : En ce qui concerne la phase de transition, certains camarades

moment, il faudrait d'abord réunir les conditions d'une Union de la Gauche plus «unie» et plus crédible ; en attendant les ravalements de façade, les travailleurs n'auraient qu'à attendre !

La réalité «autogestionnaire» est remise dans ses limites, celles d'une «démocratisation» accrue des perspectives de la gauche au pouvoir : il s'agit de s'appuyer sur une «mobilisation populaire» pour «occuper» l'Etat bourgeois, et le faire fonctionner.

Les positions seront particulièrement défendues lors du 37e congrès de la CFDT par la fédération générale de la métallurgie...

Le PS et ses différentes tendances auront leur porte-parole... Comment se caractérisera l'opposition à ce poids de la social-démocratie sur le congrès ? C'est ce que nous aborderons dans le prochain article de cette enquête.

R. : Je n'ai jamais très bien compris ce qu'était «l'Union des forces populaires» sinon une union à partir des syndicats, de ce qu'est le mouvement syndical, et essayer sur la base de ce que la CFDT appelle les objectifs significatifs de la transition, d'avoir une mobilisation des forces populaires. Sans que l'on puisse voir comment la CFDT concevait cela, est-ce vu comme quelque chose de relativement spontané ou bien comme une nécessité d'alliances entre différentes organisations représentatives qui entraînent les forces populaires avec elles ? Je n'ai pas très bien compris, et je crois qu'à l'intérieur de la CFDT, ils n'ont pas non plus très bien compris... Il y a eu un conseil national là-dessus, mais aujourd'hui, on cherche vainement où cela apparaît dans une pratique au travers de la CFDT ?

Q. : Dans la préparation du 37e congrès CFDT, la direction confédérale actuelle a mis en avant des «objectifs significatifs de transition au socialisme» : que doit-on, selon le PS, entendre par là ?

R. : Pour nous, des objectifs significatifs de la transition au socialisme, c'est le programme commun (avec peut-être des nécessités d'amélioration, de changements) !

Pour la CFDT, est-ce que c'est la même chose ? Qu'est-ce qu'elle veut ? Voir repréciser le programme commun ? Le trouve-t-elle insuffisant ? Ça, on peut en discuter... les objectifs significatifs de transition au socialisme, c'est le volume des nationalisations, non pas forcément le nombre d'entreprises nationalisées, mais en emprise que ça crée sur l'économie et donc que ça enlève au capitalisme. Ça c'est le B.A. BA !

Le second point, c'est dans la gestion : dans ces entreprises nationalisées, la place qu'un gouvernement de gauche aux autres travailleurs des entreprises qui resteront dans le privé pour contrôler leurs conditions de travail, c'est un 3e critère. Le 4e, c'est la qualité de la vie à l'extérieur de l'entreprise !

L'autogestion, ce n'est pas quelque chose qu'on fait par expérience, l'autogestion c'est l'organisation d'une société. Là-dessus, je suis en désaccord avec ce que dit D.Mathé, par exemple.

*Ancien membre de la direction du PSU passé avec Rocard et Chapuis au PS en 1974.

Des «objectifs significatifs»... du réformisme

(Quand les projets des «autogestionnaires» atterrissent à l'Assemblée)

Il est révélateur qu'Alain RANNOU ait trouvé pour illustrer ce que le PS mettait derrière le terme d'«objectifs significatifs de transition au socialisme» cet exemple, effectivement... «significatif»...

«On vient de faire un projet de loi réformant complètement les Comités d'Entreprise ; il y a dedans des choses très significatives, et notamment par rapport à ce que veut dire Edmond Maire là-dedans :

- droit de veto des Comités d'Entreprise sur les grandes orientations économiques (par exemple sur la question d'implantation d'usines nouvelles...)

- droit de veto des Comités d'Entreprise aux licenciements, s'il n'y a pas de reclassement.

C'est une «extension du pouvoir de décision» ! Voilà ce que l'on pourrait imaginer sur «l'extension du pouvoir de décision des travailleurs» (dont parle la CFDT). C'est-à-dire que les travailleurs ne soient plus seulement les rouages d'une machine, mais qu'ils puissent avoir des moyens de décision sur le fonctionnement de cette machine, sur l'emploi, etc...»

peut trouver que cela a été moins vite que ce que l'on espérait, c'est une question d'appréciation ! Enfin, je ne crois pas que ce soit négatif.

Q. : Pour les travailleurs, pour les syndiqués CFDT, la gauche est-elle «crédible», aujourd'hui ? Le Conseil National d'octobre 75 de la CFDT le mettait en doute...

Q. : Les travailleurs ont appris en mai 68 que s'il n'y avait pas de débouché politique à leurs luttes, finalement ils se retrouvaient grosjean comme devant et pas toujours en avance. Quelques fois, ça les a fait reculer. En 74, au moment des présidentielles, l'Union de la Gauche, une candidature, un espoir de changement, une perspective politique. Le fait qu'entre PC et PS, il y ait eu une polémique qui se soit développée, très vive, sans qu'ils en

contradictoire aujourd'hui : les travailleurs sont très combatifs (on le voit chaque fois qu'ils sont forcés de passer à l'action au niveau des entreprises ; c'est très dur, très violent à la fois, très combatif), mais défensif. Il n'y a pas possibilité (et les organisations syndicales s'en rendent compte), de mener des luttes très larges, très offensives au niveau de l'ensemble des travailleurs comme cela serait nécessaire, à cause de ce manque de crédibilité politique, de ce manque de crédibilité du débouché politique. Pour nous, le problème aujourd'hui, c'est de recréer les conditions de cette unité, mais pas seulement sur la base de l'unité programmatique, et d'un programme commun qui existe, mais de traduire cette unité militante c'est-à-dire en

IL N'Y A PAS QUE MARCHAIS ET MITTERRAND...

Pour rejeter la dictature du prolétariat, il n'y a pas que le XXIIe Congrès du P.C.F. ou les éditoriaux du journal du PS «L'Unité». Il y a — désormais ouvertement — la majorité des dirigeants actuels de la confédération CFDT, au premier rang desquels, ... la Fédération Générale de la Métallurgie (J.Chérèque, A.Mercier, F.Moutet...).

Dans une récente auto-interview, la F.G.M. s'exprime clairement, rejetant toute formulation équivoque, parce que «permettant d'introduire la notion de dictature du prolétariat» !

*Question n°12 : En ce qui concerne la phase de transition, certains camarades

(...) parlent de «l'hégémonie de la classe ouvrière», que penser d'un tel concept ?

Réponse : (...) Dans la phase de transition, le pouvoir appartiendra à l'ensemble des forces sociales qui luttent pour la défense et l'approfondissement d'un projet socialiste, contre toutes les survivances de l'exploitation, de la domination et de l'aliénation (...). Car le socialisme autogestionnaire ne saurait se limiter à l'accession au pouvoir des seuls salariés. (...) Il n'y a pas lieu de rejeter a priori d'importantes couches sociales dans les bras de l'adversaire de classe et ainsi de restreindre nos chances de parvenir au stade achevé d'une société autogestionnaire.

(Extraits du BULLETIN DU MILITANT (Hebdo), de la FGM-CFDT du 17/5/76)

TRIBUNE DU 2^e CONGRÈS DU PCRml

A l'occasion de la préparation du 2^e Congrès du PCRml, le Quotidien du Peuple a demandé à des responsables du Parti Communiste Révolutionnaire de répondre aux questions qui lui seraient envoyées, concernant le projet de programme élaboré par le Comité Central.

Pendant toute la durée de préparation du Congrès, l'animation de cette tribune sera confiée à Richard Desgraves, collaborateur du Comité Central.

Camarades, amis, militants révolutionnaires, participez activement à cette tribune en envoyant au Quotidien du Peuple, vos réflexions et vos critiques, acquis de votre expérience pour contribuer à enrichir et préciser la ligne de notre Parti !

Pourquoi n'indique-t-on pas dans le projet du nouveau programme qu'«Aujourd'hui dans le monde, la tendance principale est à la révolution» comme cela figurait en tête du programme issu du congrès constitutif ?

J. Section du 20^e
P. postier

S'agit-il simplement d'une question de formulation ? Assurément non, la nouvelle formulation contenue dans le projet de programme : «La tendance des peuples de partout à la Révolution se développe avec vigueur», renvoie bien à notre avis à l'analyse de la situation

internationale et aux changements intervenus.

Tant que les contradictions fondamentales demeureront dans le monde, subsisteront les risques de guerres jusqu'à provoquer de vastes affrontements armés tandis que se développeront sans cesse la lutte des peuples pour la révolution. Aussi, lorsque nous parlons de «tendance principale dans le monde», c'est toujours en terme de rapports entre les dangers de guerre et les facteurs de révolution.

Examinons donc sous cet angle, les importantes modifications survenues dans la situation internationale :

— Manifestement, le mouvement révolutionnaire des peuples s'est considérablement développé dans la dernière période. Il suffit pour s'en rendre compte de souligner la victoire éclatante et totale des peuples indochinois, contre l'impérialisme américain, des peuples d'Afrique, notamment au Mozambique et en Guinée Bissau, du développement du Tiers-Monde comme force politique et de l'essor de la lutte de classe dans les pays capitalistes.

Dans toutes ses composantes, le mouvement révolutionnaire des peuples du monde est bien passé à une phase supérieure de lutte contre l'impérialisme. Plus que jamais dans l'histoire : «Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération, et les peuples veulent la révolution». Sous cet aspect, la prise de conscience des peuples ainsi que la croissance de leur force constitue un

trait caractéristique des deux années écoulées.

— Dans le même temps, qu'en est-il devenu des facteurs de guerre ? Le léninisme nous a appris que tant qu'existe l'impérialisme, le danger de guerre demeure et qu'il ne peut être question de détente réelle ni de «paix durable».

Aujourd'hui, le danger de guerre provient des super-puissances, ce sont elles qui constituent le foyer d'un nouveau conflit mondial.

En ce sens, les risques de guerre sont inséparables à notre époque de l'exacerbation de la rivalité entre les deux super-puissances dans leur lutte pour l'hégémonie mondiale. Loin d'aboutir à une stabilité, à un «équilibre des forces», les nombreux accords auxquels elle se livrent, manifestent tous le caractère plus acharné et plus profond de leur rivalité.

Sous cet aspect aussi, la situation a nettement évolué depuis deux ans avec l'ouverture d'une nouvelle phase de la rivalité soviéto-américaine.

On a vu ainsi ces dernières années, une offensive sans pareil du social impérialisme qui successivement, au Moyen-Orient, à Chypre, en Europe (notamment en Europe du Sud) et en Afrique a développé tous ces moyens pour damer les pions à son rival américain. Tandis que celui-ci se trouvait durement touché, se voyait infligés au terme de sa «politique de la canonnière», de cuisantes défaites par les peuples du monde, particulière-

ment des peuples indochinois, le social impérialisme soviétique sous couvert d'aide économique, soutien aux luttes de libération ne cessait d'intensifier ses actions subversives pour arriver à un nouveau partage du monde et conquérir l'hégémonie mondiale.

Mais l'impérialisme américain est loin d'abandonner la partie, il accélère aussi le renforcement de sa machine de guerre, tente de renforcer la domination qu'il exerce encore sur de nombreux peuples du monde et tente en toute occasion de colmater les brèches que l'URSS tente d'ouvrir.

La nouvelle étape ouverte dans les rapports entre les deux super-puissances hégémoniques a donc pour corollaire inévitable la croissance à un niveau supérieur des risques de guerre. La confirmation de ces risques est bien là aussi un fait objectif et l'ignorer ne peut conduire qu'à son aggravation.

Dans ces conditions, alors que les facteurs de guerre et les facteurs de révolution croissent simultanément, il nous semble difficile de maintenir le titre du paragraphe définissant la situation internationale de notre programme : «La tendance principale, c'est la révolution». C'est dans le but de rendre compte de ces modifications survenues que nous proposons de la remplacer dans le projet par : «La tendance des peuples de partout à la révolution se développe avec vigueur» afin de bien signifier que la «révolution conjure la guerre ou que la guerre provoque la révolution ; l'avenir appartient aux peuples du monde».

R.D.

**POUR SE PROCURER
LE PROJET DE PROGRAMME,
COMMANDEZ FRONT ROUGE N° 7**

Beaux-Arts Paris

MEETING DE SOUTIEN AUX LUTTES OUVRIÈRES ET
CONTRE LA RÉPRESSION
LE MARDI 24 MAI A 18 H

Organisé par la Commission de Liaison Étudiants-Travailleurs
des Beaux-Arts/Architecture en grève

Ordre du jour :

- Bilan des enquêtes dans les foyers Sonacotra,
- les interventions,
- le comité de coordination des foyers Sonacotra,
- Lip, présence de la section CFDT
- Câbles de Lyon, présence de la section CGT

Adresse :

Beaux-Arts, 14, rue Bonaparte
Paris - 6^e - Amph 4

Parmi vos lettres

Peut-on attaquer le racisme devant les tribunaux ?

L'école nouvelle : des méthodes réservées aux fils de cadres

Dans cette école, les méthodes d'enseignement sont inspirées en partie de Freinet : enseignement beaucoup plus lié à une pratique des enfants, parents et enseignants prenant mutuellement en main l'éducation de ceux-ci, pas d'apprentissage de la hiérarchie.

Mais en fait, quels sont ceux qui en profitent ? Les élèves sont pour la plupart fils de cadres (docteurs, avocats, etc...) qui aspirent à gérer les affaires de la bourgeoisie (plusieurs de ces messieurs sont membres du PS). Tous les parents progressistes ont été exclus de l'association. (...)

Lorsque les enseignants voulurent ouvrir ces méthodes nouvelles aux fils de travailleurs (hiérarchisation des cotisations suivant le revenu des parents, etc...), toutes leurs initiatives furent combattues. Aujourd'hui, ils sont licenciés à cause de cela. (...)

B.M. Lyon

Chers camarades,

Le racisme hystérique de la classe dirigeante frappe partout : tandis qu'on expulse les résidents de Sonacotra et ceux de la cité internationale, on assiste à la recrudescence du racisme en d'autres endroits.

Je suis étudiant en médecine et j'ai pu assister à de curieuses pratiques ségrégationnistes. Nous avions demandé une place dans une maison de repos (celle du plateau d'Assis) pour un travailleur algérien atteint de tuberculose pulmonaire. Il nous a été répondu que la maison «ayant eu des problèmes avec les gens de cette ethnologie», elle ne les acceptait plus.

Cette pratique est d'un cynisme révoltant car les travailleurs immigrés, vu les conditions sociales et affectives que leur réserve la bourgeoisie française, sont particulièrement exposés à ce genre de maladie.

Par ailleurs, elle est illégale, ce qui peut permettre de les attaquer en justice (c'est ce que va faire, je crois, mon assistant).

Pensez vous qu'il vous serait possible d'avoir des compléments d'information à ce sujet.

Camarade,

Tu as raison de souligner dans ta lettre le racisme quotidien. Outre les grandes opérations, comme à la Sonacotra, la bourgeoisie multiplie chaque jour les brimades contre nos frères de classe immigrés. Elle se sert du racisme pour diviser la classe ouvrière.

Or il existe une législation contre le racisme. C'est à nous de la retourner contre ses auteurs. Ce que la bourgeoisie a fait pour se donner une façade humanitaire et libérale, utilisons-le dans notre lutte contre elle.

Toute personne qui refuse un service ou un bien qu'elle offre ordinairement à une personne en raison de son appartenance ethnique et raciale tombe sous le coup de la loi du 1^{er} juillet 1972, qui est devenue l'article 416 du Code Pénal. Cet article prévoit deux mois à un an de prison et 2 000 à 10 000 F d'amende ou l'une de ces deux peines seulement. De plus, on peut demander au tribu-

nal de condamner le coupable à payer l'affichage et la publication de la condamnation dans les journaux. Le coupable peut être condamné même si c'est un de ses préposés qui a commis la discrimination raciale sur son ordre.

Dans le cas que tu cites, on peut estimer que la maison de repos remplit une mission de service public. En ce cas, elle tombe sous le coup de l'article 187-1 du Code Pénal qui prévoit deux mois à deux ans de prison et 3 000 à 30 000 F d'amende ou l'une de ces deux peines seulement en cas de discrimination raciale ou ethnique commise dans l'accès à un service public par «tout dépositaire de l'autorité publique ou tout citoyen chargé d'un ministère de service public».

Il convient donc de porter plainte contre la maison de repos et de se porter partie civile. C'est au travailleur de le faire, mais une association anti-raciste peut le faire elle aussi.



Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml -
Adresse postale : BP 225 - 75924 Paris Cédex 19 -
CCP n° 23 132 48 F Paris - Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP -
Commission Paritaire : 56 942

Juridique

LA PROTECTION -2-

DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

Le principe de la protection est qu'il est nécessaire pour le patron d'obtenir une autorisation avant tout licenciement d'un travailleur protégé.

L'AUTORISATION DU COMITÉ D'ENTREPRISE

Le patron doit demander l'autorisation du Comité d'Entreprise. Celui-ci doit donner son avis (autorisation ou refus d'autorisation) après avoir entendu les explications du délégué menacé. Le procès-verbal de la délibération doit être transmis dans les 48 heures à l'inspecteur du travail.

La question se pose de savoir si le délégué menacé et le président du C.E. (c'est-à-dire le patron ou son représentant) peuvent prendre part à ce vote. Les juristes bourgeois prétendent qu'il serait immoral que le délégué soit juge dans sa propre cause. A notre avis, ce raisonnement est faux. Tout d'abord aucun texte n'interdit au représentant mis en cause de voter. Ensuite, il serait trop facile pour le patron d'utiliser ce raisonnement pour ôter une voix à la représentation ouvrière : retirer le droit de vote au délégué, ce serait admettre qu'il ne représente déjà plus le personnel, ce serait préjuger du résultat du vote. Enfin, ces juristes qui sont si regardants sur le vote du travail-

leur, ne le sont pas du tout sur celui du patron.

En effet, on admet généralement que le président du CE peut prendre part au vote. Certains, s'appuyant sur un arrêt de la Cour de Cassation de 1952 qui constate qu'aucun texte ne donne le droit de vote au patron, estiment qu'il n'a pas à voter sur cette demande d'autorisation. Ce raisonnement est tout à fait logique : puisque le patron demande l'autorisation, comment pourrait-il participer à la délibération ? Ce serait se donner lui-même l'autorisation qu'il demande ! Bien que ce raisonnement soit juste, ce n'est pas celui de la

jurisprudence actuellement.

Dans l'état actuel des choses, le travailleur menacé et le patron peuvent prendre part au vote.

L'AUTORISATION DE L'INSPECTEUR DU TRAVAIL

Le patron qui n'obtient pas l'autorisation du CE fait appel à l'inspecteur du travail. De même s'il n'y a pas de CE dans son entreprise, il s'adresse directement à l'inspecteur du travail. Celui-ci dispose de quinze jours seulement pour donner sa réponse. Ce délai est réduit à huit jours si le travailleur est mis à

piéd. L'inspecteur doit prendre sa décision après avoir mené une enquête contradictoire, c'est-à-dire qu'il doit entendre le patron et le travailleur. C'est l'inspecteur seul qui doit décider, le Directeur Départemental ne peut intervenir ni donner l'autorisation à sa place : une telle autorisation serait nulle.

On ne parle jamais d'appel du travailleur devant l'inspecteur. Les juristes bourgeois estiment en effet que le CE est l'instance qui connaît le mieux les réalités de l'entreprise, et qu'une autorisation donnée par lui ne peut être attaquée par le travailleur concerné. Ce raisonnement

est complètement faux. La pratique a montré que le sectarisme de boutique syndical a pu conduire certains, comme à Bourgogne-Électronique, à voter le licenciement d'un camarade d'un autre syndicat. En ce cas, à notre avis, le travailleur a parfaitement le droit de contester l'autorisation du CE devant l'inspecteur du travail. Tout d'abord, aucun texte ne l'interdit. Deuxièmement, si l'avis du CE est si éclairé que veulent bien le dire les juristes bourgeois, comment expliquent-ils que le patron puisse faire appel ? Encore une fois : deux poids et deux mesures. Dans de tels cas, nous estimons que le travailleur a parfaitement le droit de contester l'autorisation devant l'inspecteur du travail.

Yves BEAUMONT



Programme télé

LUNDI 24 MAI

TF 1
18 h 30 - A la bonne heure
19 h 05 - «Château espérance», feuilleton de G. Sire
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - L'avenir du futur : «Mirage», film américain d'E. Dmytryk (1964)
22 h 15 - Débat
23 h 15 - Journal

A 2
18 h 30 - Journal
18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 50 - Les chefs-d'œuvre vous questionnent émission de R. Berger
23 h 50 - Journal

FR 3
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 H
20 h 30 - Prestige du cinéma «Le hasard et la violence», film de P. Labro (1973)
21 h 50 - Journal

Solution des mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	C	O	L	O	R	E	R	E	N	T
B	A	N	R	U	M	I	N	E	R	
C	P	A	L	I	P	V	O			
D	I	G	U	A	N	E	E	S	T	
E	T	R	E	P	A	N	R	A	T	
F	A	E	A	M	N	E	S	I	E	
G	N	L	I	E	E	S	S	S		
H	A	M	A	S	S	E	B	I	S	
I	T	O	M	E	S	A	O	N	E	
J	S	T	A	R	S	A	X	E	S	

feuilleton

HON DAT

DE ANH DUC

RÉSUMÉ :

Xam est chez sa mère, Madame Ca Xoi. Elle l'invite à manger.

34^e ÉPISODE LA MORT D'UN BOURREAU

Mme Ca Xoi fit du feu et mit sur le foyer une marmite d'eau.

— Toujours ces trucs en terre cuite à Hon Dat, dit Xam en faisant la moue. Je t'achèterai des ustensiles en aluminium, maman. A Rach Gia, personne n'utilise plus ces vieilleries !

Sa mère qui s'apprêtait à tuer un poulet, s'arrêta et regarda par terre. Elle enleva encore quelques plumes avant d'égorger la volaille qui émit quelques sons étouffés. Le sang jaillit et retomba dans une casserole en terre cuite. Assis à croupetons à côté de sa mère et contemplant la scène, Xam dit étourdiment :

— Exactement comme cette garce de Su hier !

Cette fois, Mme Ca Xoi faillit laisser tomber son couteau. Son cœur se serra, mais elle se maîtrisa et tua le deuxième poulet. Xam qui ne se doutait de rien nageait en pleine euphorie. Il aida même sa mère à plumer les poulets. Mme Ca Xoi prépara ensuite le repas sans dire un seul mot. Elle allait cuire un poulet au lait de coco et faire sauter l'autre au sel, deux mets recherchés des Khmers. Elle remplit une marmite de lait de

coco, mit une sorte de gril en bambou dans l'autre avant d'y jeter quelques pincées de gros sel. Quand les grains de sel commencèrent à éclater dans la marmite, elle mit le poulet sur le gril et recouvrit le tout. Elle surveilla les deux marmites avec une attention soutenue, regardant le lait de coco entrer en ébullition et écoutant le crépitement du sel dans la marmite. De sa vie, jamais peut-être elle n'avait fait la cuisine avec autant de soin. (...)

Hai Nho se mit aussitôt à cuver son alcool. Xam parla un moment de choses et d'autres, avant de s'étaler sur le lit de camp, sa casquette sur le visage. Il ne tarda pas à ronfler régulièrement.

Mme Ca Xoi vint tout près du lit de camp où dormait son fils. Elle avait à la main un couteau. En tremblant, sa main gauche enleva la casquette posée sur le visage de Xam. Son fils avait les yeux fermés, la peau luisante. Ce visage, Mme Ca Xoi l'avait pressé sur son cœur et couvert de baisers. Ses lèvres avaient tété ses seins goulument. Mais son fils était devenu méconnaissable. Ses traits étaient ceux d'une brute prompte à éventrer les gens pour extirper leur bile et se repaître de leur foie. Il était ignorant de tout en ces temps lointains. Mais maintenant, il se proposait de reconstruire coûte que coûte la maison de son père démolie par les paysans. La bienfaitrice de sa mère, il l'avait tuée à coups de couteau sans nulle hésitation allant jusqu'à comparer le sang de sa victime à celui d'un poulet !

Sa mère était potière, mais lui méprisait les marmites en terre cuite et ne prisait que celles en aluminium. Il ne voulait pas se rappeler que c'était grâce à ces marmites que sa mère avait de quoi vivre, que des pauvres comme elle pouvaient cuire leur riz, que l'alcool odorant qu'il aimait par-dessus tout pouvait être distillé.

De temps à autre, il accordait une pensée à sa mère et à sa sœur. Bien que ce fût chez lui quelque chose de tout à fait insignifiant, ce reste de sentiment humain avait suffi pour que Mme Ca Xoi par trois fois leva son coutelas et par trois fois laissa son bras retomber doucement.

Mais la seule chance qu'il avait d'échapper au châtiement s'amenuisait ; ses crimes avaient tout emporté, tout effacé, et sa mère ne retrouva plus sur ses traits l'enfant qu'elle avait mis au monde. Aussi, après quelques instants d'hésitation, Mme Ca Xoi mit le coutelas dans un coin et sortit avec précipitation. Quelques instants plus tard, deux ombres se glissèrent dans la maison par la porte de derrière alors que Xam et son ordonnance dormaient à poings fermés. C'étaient deux guérilleros restés dans le village. L'un d'eux se posta auprès de la porte avec une grenade tandis que l'autre se dirigeait résolument vers les dormeurs.

Xam mourut d'un seul coup de cimeterre asséné avec violence. Hai Nho, réveillé en sursaut, se saisit de sa mitrailleuse, mais s'écroula sous un coup de sabre qui le fendit du menton jusqu'aux oreilles.

L'ÉDUCATION DES ENFANTS : UN FRONT DE LA RÉSISTANCE PALESTINIENNE

par Yomna EL KHALIL

Interview de Nabil Badran

Responsable travaillant au secteur éducatif de l'OLP

—Le Quotidien du Peuple :
Quelles sont les tâches de la
Révolution Palestinienne
dans le secteur éducatif ?

—Nabil Badran : La Révo-
lution Palestinienne con-
sidère le travail éducatif
comme faisant partie inté-
grante de la mobilisation
du peuple palestinien pour
la libération de la Palestine
et la construction de la
Palestine nouvelle. Cela
demande trois tâches es-
sentielles :

• orienter l'éducation de
la jeunesse palestinienne
dans l'esprit de la stratégie
de la lutte de l'OLP ;

• encadrer la jeunesse et
les cadres de l'éducation
dans des organisations qui
permettent la mobilisation
totale avec la Révolution
Palestinienne et ses objec-
tifs actuels et futurs ;
• donner une éducation
adéquate pour être au ni-
veau des tâches politiques
et sociales-économiques
actuelles et futures du
peuple arabe palestinien.

—QdP : Quelles sont les
problèmes que vous rencon-
trez pour remplir ces objec-
tifs ?

—N.B. : La Révolution Pa-

lestinienne est consciente
des problèmes qui se po-
sent pour l'accomplisse-
ment de ses objectifs :

Il y a tout d'abord la dis-
persion du peuple arabe
palestinien : la moitié se
trouve dans les terres oc-
cupées, soit en 48, soit en
67. L'autre moitié se trou-
ve dispersée dans les pays
arabes.

D'autre part, il y a près
de 300 000 élèves dans les
écoles primaires et com-
plémentaires de l'UNRWA.
Le niveau éducatif est en
régression évidente...
L'UNRWA travaille tou-
jours dans l'esprit de «ser-

nées précédentes qui es-
pèrent intégrer les «réfu-
giés» palestiniens dans les
sociétés arabes et ainsi de
régler le problème pale-
stinien.

Les pays ont aussi re-
marqué que l'éducation
des Palestiniens serait plu-
tôt un facteur d'instabilité
dans les pays arabes à
cause de la politisation
accrue des Palestiniens.
Pour cela, ils ont diminué
leur aide à l'UNRWA cau-
sant une crise financière.
Ses conséquences sont
maintenant très mar-
quées, surtout dans les ma-
timents scolaires qui tom-

dent dans la dispersion, ce qui
exige un travail approprié
à chaque endroit.

Le travail éducatif s'o-
rienté maintenant vers l'a-
mélioration du niveau sco-
laire et vers l'accommoda-
tion de l'éducation avec
les objectifs de la Révo-
lution Palestinienne. Les pas
à faire seraient de donner
une orientation plus enga-
gée et plus développée
dans le sens d'enseigner
les valeurs et les principes
de la Révolution : amour
du peuple, de la patrie,
solidarité, compter sur
soi. Pour cela, il faut :

des sciences naturelles
pour une meilleure com-
préhension de l'écologie
du monde arabe, se libérer
de la méthode académi-
que non éducative et sta-
tique qui coupe l'enfant de
la réalité et l'éloigne du
travail manuel et de sa
maîtrise.

Nous avons engagé un
travail dans le secteur de
l'éducation pré-scolaire,
c'est-à-dire les jardins
d'enfants : ils sont dirigés
par l'Union des Femmes.
Notre conception dans ce
secteur est la suivante :

- ouvrir des jardins d'en-
fants directement intégrés
à la vie des camps et en
relations directes avec les
parents, surtout les mè-
res ;
- demander à la popula-
tion d'aider au finance-
ment et à l'équipement
des jardins d'enfants ;
- les locaux pour les jar-
dins d'enfants sont aussi,
quand ils ne sont pas utili-
sés, des lieux organisés
pour des rencontres entre
les femmes où l'Union des
Femmes organise des sta-
ges sanitaires, des cours
d'alphabétisation, des réu-
nions sur la défense civile,
par exemple ;
- l'équipement de ces jar-
dins d'enfants en outils et
en jouets doit être en re-
lation avec le niveau social
et les possibilités maté-
rielles de l'entourage ;
- les monitrices des jar-
dins d'enfants sont aussi
préparées à avoir un rôle
de monitrices socio-sani-
taires parmi les mères et la
communauté locale en gé-
néral.

Tell al-zaatar : les jeunes prennent en charge la question de l'école

Pendant l'été 75, un groupe de jeunes va voir le
responsable politique et militaire du camp, situé à
Beyrouth, et lui expose leurs problèmes. À l'école :
comment se passent les cours, comment l'école de
l'UNRWA fonctionne par roulement, le manque de profs et
de budgets, le contenu de l'éducation. Les jeunes
demandent l'ouverture d'une école. Le responsable, pour
développer l'initiative de tous les jeunes, leur dit que pour
que leur demande soit satisfaite, il faut qu'elle soit
approuvée par l'ensemble des jeunes. Le groupe fait alors
circuler un manifeste parmi les jeunes. Tous ensemble, ils
forment des commissions : une est chargée des questions
financières, elle est allée voir Yasser Arafat pour cela ; la
deuxième commission est chargée de mobiliser les
enseignants et la troisième de chercher un local.

Trois mois après, l'école est ouverte.
Cet exemple montre comment l'initiative est venue de la
base, elle est venue des gens les plus directement
intéressés. Il s'agit d'un enseignement de la Révolution
Palestinienne qui insiste sur le fait que tous les problèmes
sont solubles et que les masses doivent prendre les choses
en main.



vice» envers les «réfugiés»
palestiniens et non dans
l'esprit d'aide au dévelop-
pement socio-économique
du peuple arabe palesti-
nien. Cette attitude est la
conséquence de sa politi-
que impérialiste des an-

bent déjà en ruine.
Il y a aussi la croissance
démographique annuelle.
La moitié du peuple arabe
palestinien a moins de
15 ans. On doit concevoir
un travail approprié pre-
nant en compte cet aspect

mettre au point des livres
scolaires sur l'histoire et la
géographie de la Palestine
réflétant notre conception
scientifique et progressis-
te dans ce domaine, éla-
borer des textes plus adé-
quats pour l'enseignement

Un conte pour enfants écrit par un militant du Fath

Conte écrit par un militant du Fath,
pour les enfants palestiniens : Compter
sur ses propres forces.

«L'île de perdition» :

Le bateau des touristes s'est brisé en
pleine mer et s'est noyé dans les profon-
deurs de la mer. Samer et Ali ont réussi à
s'accrocher à une planche de bois et
sont arrivés à une île. Dès leur arrivée, ils
voient que l'île est inhabitée. Ils ont
trouvé des ossements indiquant que des
gens sont morts ici. Samer commence à
pleurer et à gémir et Ali s'est mis à le
consoler jusqu'à ce qu'il dorme. Puis Ali
se lève et fait une tournée dans l'île : il
voit qu'il y a des arbres et de l'eau.
Plusieurs arbres ont été arrachés par le
vent. Il voit aussi des œufs : il les
ramasse et revient vers son ami Samer.
Ali prend deux cailloux, les frotte l'un
contre l'autre, jusqu'à ce que le feu soit
allumé. Il pose les œufs sur la terre
chaude. Les œufs sont cuits et Ali
mange sa ration.

Quand Samer se réveille, Ali lui donne
sa part et Samer, tout content, deman-
de : «As-tu vu quelqu'un ?» Ali répond :
«Non». Alors Samer se remet à pleurer
en se demandant ce qu'ils allaient faire.
Ali lui dit qu'il va construire un radeau,
mais Samer n'est pas satisfait car, selon
lui, le radeau se noiera comme le bateau
s'est noyé. Ali lui répond qu'il vaut
mieux faire quelque chose au lieu de
pleurnicher. Ali commence à regrouper

les planches de bois pour le radeau et
Samer reste assis près d'un feu de bois
qu'il a allumé pour appeler un bateau qui
risque de passer par là.

Ali finit son radeau. Il le met en mer et
demande à Samer de le rejoindre. Samer
refuse accusant son ami d'aventurisme.

Ali part tout seul sur le radeau. Il passe
des heures, met des jours entiers diffi-
ciles : il avait faim, soif et froid.
Finalement, il voit apparaître un paque-
bot. Son radeau s'en approchait. Deux
marins viennent le secourir. Ils l'emmè-
nent sur le paquebot, lui donnent à
manger et à boire.

Ali leur raconte leur histoire, à lui
et à Samer. Il demande aux marins
d'envoyer du secours à son ami. Les
marins lui disent que c'est impossible
car la région est très difficile, surtout
pour les navires. Ali leur demande alors
ce qu'il arrivera à Samer. Les marins
disent : «Il faut qu'il fasse comme toi. La
victoire est pour ceux qui vont vers elle,
qui contribuent pour elle. Celui qui
attend qu'on l'aide et ne fait rien, ne
trouvera jamais quelqu'un pour lui pro-
poser son aide».

Le conte retrace la lutte du peuple
palestinien. Ali est le Palestinien qui
engage la lutte en comptant sur ses
propres forces. Samer représente celui
qui attend l'aide d'une grande puissance.
C'est l'attitude des révisionnistes qui
ont accusé la Révolution Palestinienne
d'aventurisme en 1965.

LES JARDINS D'ENFANTS : UN DÉFI A LA BARBARIE SIONISTE

Les jardins d'enfants (pour
ceux qui ont moins de six
ans) sont créés par la Révo-
lution Palestinienne.

L'UNRWA est censée
s'occuper des enfants à partir
de six ans.

1) A Bourdj-al-barajneh, il y
a le «jardin du piastre». C'est
un jardin d'enfants qui a été
financé par la population du
camp : chaque personne a
versé un piastre (dix centi-
mes).

2) A Baddaoui, au nord du
Liban, il n'y avait pas de
jardin d'enfants. Deux fem-
mes avaient suivi le stage
d'éducatrice. Elles travail-
laient. Avec leur paie, elles
louent une maison : deux
petites pièces avec un jardin.
Le menuisier du camp leur
fabrique les tables et les
chaises, les gens ont aidé à
l'installation des sanitaires et
à faire une balançoire dans le
jardin. Le travail fini, les deux
femmes contactent l'Union
des Femmes qui prend en
charge le jardin d'enfants et
donne un salaire aux deux
femmes.

3) A Rachidieh, un camp au
sud du Liban, le jardin d'en-
fants a été ouvert par l'Union
des Femmes. Mais pendant

une longue période, les pa-
rents n'ont pas envoyé leurs
enfants à cause des bombar-
dements sionistes. Des abris
ont été alors construits. Puis,
les responsables sont allés
voir les mères de familles et
leur ont demandé de venir
visiter le jardin d'enfants.
Celles-ci sont venues et se
sont déclarées satisfaites des
abris. Pour ce jardin d'en-
fants, le menuisier du camp a
fait le mobilier, les enfants se
sont organisés en file indien-

ne pour transporter le sable
de la plage au jardin, les
«achbals» (jeunes garçons
suivant un enseignement po-
litique et militaire) ont cons-
truit une balançoire et ont
planté des fleurs dans le jar-
din.

Ces exemples montrent
aussi la volonté de vivre du
peuple palestinien. C'est un
défi lancé aux sionistes qui
bombardent régulièrement
les camps.

l'U.N.R.W.A.

C'est un organisme créé par les Nations Unies en 1959
pour s'occuper des «réfugiés» palestiniens. Son budget est
fourni par les dons des membres de l'ONU. Les deux tiers
du budget sont donnés par l'Angleterre et les États Unis.
Son directeur général doit être américain. L'UNRWA
«s'occupe» de la santé, de l'éducation et de la nourriture
des habitants du camp. En fait, l'UNRWA vise à empêcher
le peuple palestinien d'être productif, et, par le minimum
donné, elle encourage le départ des jeunes à l'extérieur des
camps.

Le contenu de l'enseignement a changé (introduction de
l'histoire de la Palestine, entre autres) à la suite des grèves,
en 1970, des étudiants et d'une partie des enseignants, au
Liban et en Jordanie. Certains responsables palestiniens
considèrent qu'il est possible de se servir de l'UNRWA
pour développer leur travail éducatif.